

Newsletter 2/2016



SSAS
SsEd
SGAS

Swiss Society for African Studies
Société suisse d'études africaines
Schweizerische Gesellschaft
für Afrikastudien



IMPRESSUM:

Rédaction • Redaktion: Mohomodou Houssouba, Veit Arlt

Mise en page • Layout: Veit Arlt

Relecture • Korrekturlesen: Veit Arlt, Melanie Boehi, Nicole Bolliger, Jacob Geuder, Tanja Hammel, Mohomodou Houssouba, Christine Lequellec Cottier, Anne Mayor

Site web • Webseite: www.sagw.ch/africa

Abonnement List-serv • Abonnement List-serv: veit.arlt@unibas.ch

La newsletter de la SSEA est publiée avec le concours de l'Académie suisse des sciences humaines et sociales. Les articles et informations publiés, tout comme les opinions qui y sont exprimées, sont sous l'entière responsabilité de leurs auteurs, et ne sauraient être considérés comme reflétant l'opinion de la SSEA.

Der Publikationsbeitrag der Schweizerischen Akademie der Geistes- und Sozialwissenschaften sei dankend erwähnt. Die Verantwortung für die Inhalte der veröffentlichten Beiträge und Informationen liegt bei deren Autoren. Die darin enthaltenen Standpunkte decken sich nicht immer mit jenen der SGAS.

Cover: Cape Town Floriography collage postcard featuring the flower sellers Aboebekar Oliver, Garonessa Spanningburg, Diela Gamildien and Soraya Williams. For further information see Melanie Boehi's contribution on pages 57–60 of this newsletter (Artwork by Melanie Boehi 2016).

TABLE DES MATIÈRES • INHALTSVERZEICHNIS • TABLE OF CONTENTS

ÉDITORIAL • EDITORIAL

COMMUNICATIONS • MITTEILUNGEN

Procès-verbal de la 42^e assemblée générale de la SSEA

Rapport annuel de la SSEA

Divers • Varia

ÉVÉNEMENTS • VERANSTALTUNGEN • EVENTS

ANNONCES • ANKÜNDIGUNGEN • ANNOUNCEMENTS

7th European Conference on African Studies ECAS

3rd Basel Summer School on African Studies

RAPPORTS • BERICHTE • REPORTS

Rentrée Littéraire du Mali

L'Afrique émergente : dynamiques politiques de la croissance et du développement

The Extractive Industry versus State and Society: A Complex Relationship

RECHERCHE • FORSCHUNG • RESEARCH

Personnes âgées issues de l'immigration africaine et latino-américaine en Suisse francophone

Des soleils des indépendances à l'enfer des enfants soldats : implications politiques de l'œuvre de Kourouma

Tracking Humans in Pre-colonial West Africa: A Bio-archaeological Study in the Dogon Country (Mali)

The Developmental State Strikes Back? The Rise of the New Global Powers and African States' Development Strategy

4 Valueworks: Effects of Financialization along the Copper Value Chain

Making the City: Agency, Urbanity and Urbanisation in Ordinary Cities

5 Participation in Social Health Protection: An Anthropological Case Study

7 in Tanzania

8

JEUNES CHERCHEURS • NACHWUCHS • YOUNG SCHOLARS

Tanja Hammel: Beyond books – students learn from South Africans

PUBLICATIONS • PUBLIKATIONEN

M. Pelican: Masks and Staffs. Identity Politics in the Cameroon Grassfields

10 D. Johnson et al.: Tatort Kongo – Prozess in Deutschland. Die Verbrechen

11 der ruandischen Miliz FDLR und der Versuch einer juristischen Aufarbeitung

12 R. Kesselring: Bodies of Truth: Law, Memory, and Emancipation in Post-apartheid South Africa

16 M. Ramutsindela et al.: The Politics of Nature and Science in Southern Africa

19 L. Breitwieser: Die Geschichte des Tourismus in Namibia

J. Schneider & L. Rizzo: Photography in Africa

RENCONTRES • BEGEGNUNGEN • ENCOUNTERS

25 Boubacar Boris Diop – Quelle littérature francophone africaine ?

EXPOSITIONS • AUSSTELLUNGEN • EXHIBITIONS

30 Cape Town Floriography

ÉDITORIAL • EDITORIAL

■ ANNE MAYOR, CO-PRÉSIDENTE

La belle dynamique que connaît notre société depuis quelques années, dont se fait l'écho notre Newsletter, ne cesse de s'amplifier, parallèlement à la place croissante que prend le continent africain dans les discours et les problématiques internationales d'ordre politique, économique, sécuritaire, religieux, mais aussi linguistique, littéraire, culturel et artistique. Plusieurs événements en Suisse vont probablement encore renforcer cette tendance réjouissante dans les années à venir.

Le premier est la création d'un deuxième pôle Afrique en Suisse, à Genève, avec un nouveau master d'études africaines ancré au Global Studies Institute, formation que nous avons déjà annoncée dans les précédents éditoriaux. Le lancement effectif de ce master en septembre 2016 a été marqué par plusieurs manifestations, dont une conférence de l'écrivain Boubacar Boris Diop, invité par le rectorat pour inaugurer l'année universitaire sous le signe de l'Afrique, une conférence de l'historien sénégalais et recteur de l'Université Cheikh Anta Diop (Dakar), Ibrahima Thioub, invité par le Global Studies Institute, et enfin notre conférence *L'Afrique émergente : dynamiques politiques de la croissance et du développement*, qui a attiré un public nombreux et diversifié. Deux articles de participants, les uns de Bâle et l'autre de Lausanne, rendent compte dans ce numéro des points forts de cette semaine hors du commun.

Un second événement mérite d'être souligné, celui de la conférence *Museum Cooperation between Africa and Europe : Opportunities, Challenges, Modalities* tenue début décembre au musée d'ethnographie de l'université de Zurich. En effet, au-delà du fait que notre société n'avait plus organisé de conférence thématique dans cette ville depuis quinze ans et qu'elle n'aborde que rarement les thématiques muséales, ce colloque a permis des échanges particulièrement riches et animés sur la façon de concevoir les partenariats entre musées du Nord et du Sud, grâce notamment à la participation d'une délégation importante de collègues venus directement d'Afrique.

Chacun est rentré inspiré, avec le sentiment d'avoir participé à la création d'un nouveau réseau et le désir de poursuivre la discussion lors d'une prochaine rencontre... à organiser en Afrique ! Plusieurs conservateurs de musées européens ont affirmé sans hésiter qu'il s'agissait de la meilleure conférence à laquelle ils avaient assisté depuis longtemps ! Espérons en tous les cas qu'elle ait pu contribuer aux réflexions en cours sur la reconfiguration des modalités du partenariat entre institutions muséales européennes et africaines.

Enfin, un dernier événement va bientôt placer les études africaines en Suisse au-devant de la scène internationale, je veux parler de la 7^e *European Conference on African Studies (ECAS)* qui aura lieu fin juin 2017 : un millier d'Africanistes, issu des différentes disciplines des sciences humaines et sociales, est attendu à l'Université de Bâle ! Nul doute que la Suisse sera désormais bien positionnée dans le paysage européen en ce qui concerne ce champ d'études particulier, mais en plein développement.

Outre ces manifestations-phares, cette Newsletter vous permettra de découvrir de nombreuses autres présentations de projets de recherche, de jeunes chercheurs ou d'ouvrages monographiques, je vous souhaite donc de belles découvertes !

Au nom du comité de la Société suisse d'études africaines, je vous souhaite de joyeuses fêtes et vous transmets nos meilleurs voeux pour l'année 2017.

Genève, le 14 décembre 2016, Anne Mayor

COMMUNICATIONS DU COMITÉ • MITTEILUNGEN DES VORSTANDS • COMMUNICATIONS

PROCÈS-VERBAL DE LA 42^E ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE LA SSEA

GENÈVE, 23.09.2016

PRÉSENTS :

Ojima Abalaka, Martin Amalaman, Veit Arlt, Jacques de Limbepe Aymeric Nsangou, Bediryé Parfait Bayala, Kevin Brügger, Aminata Buganzi Kinana, Georgina Carter, Siaka Cissé, Carmen Delgado, Nonhlanhla Dlamini-Stoll, Hélène Gomis, Tobias Haller, Justine Hirsch, Mohomodou Houssouba, Eric Huysecom, Céline Jeanne, Guive Khan Moham-mad, Aminata Kassambara, Idrissi Ouidi Kassambara, Christine Le Quellec Cottier, Susann Ludwig, Maria Lorenzo Martinez, Anne Mayor, Ousmane Mbaye, R. Modeto Millogo, Ahmed Ethmane Mousry, Didier Péclard, Thomas Pelmoine, Santaha Iharisoa Rajaonarivelos, Harena Iharisoa Rajaonarivelos, Marc Schweingruber, Beat Sottas, Awa Souané, Joana Souza, Natalie Tarr, Ibrahima Thioub, Hervé Cyrille Tivoly, Miriam Truffa Giachet, Alexander Walmsley

EXCUSÉS :

Gareth Austin, Jasmina Bonato, Piet van Eeuwijk, Till Förster, Théogène-Octave Gakuba, Joël Hakizimana, Roland Kaehr, Thomas Laely, Max Liniger, Serge Loukou, Elísio Macamo, Claire Nicolas, Raffaele Poli, Jacques Rial, Pascal Schmid, Fiona Siegenthaler, Ueli Staeger

1. APPROBATION DU PV 2015

Le procès-verbal de la 41^e assemblée générale est approuvé à l'unanimité.

2. RAPPORT ANNUEL DE LA PRÉSIDENCE

Voir le rapport d'Anne Mayor publié dans ce numéro de la Newsletter.

3. RAPPORT DU TRÉSORIER

Le rapport, présenté par l'ancien trésorier Didier Péclard, confirme la bonne tenue financière de la société qui lui a permis d'organiser de nombreuses activités de haut niveau. La hausse du nombre des cotisations de membres est un motif de satisfaction singulier. Ces recettes non liées à des projets spécifiques permettent de renforcer l'autonomie financière de la société. Le comité poursuivra ainsi son effort de mise à jour de la liste de membres et de la perception des contributions.

Recettes :	CHF 35 634.30
Dépenses :	CHF 22 727.54
Solde :	CHF 12 906.76
Capital au 31 décembre 2015 :	CHF 54 682.95

Suite à la présentation du rapport des réviseurs, l'assemblée a accepté les comptes de la société et accordé au comité la décharge recommandée par le réviseur présent.

4. RENOUVELLEMENT DU COMITÉ

Le comité ne connaissant pas de changement, les membres en exercice ont été brièvement présentés avec les tâches principales à leurs charges.

5. ADMISSION DE NOUVEAUX MEMBRES

La société a enregistré un afflux important de nouveaux membres qui ont été présentés à l'assemblée par leurs noms, affiliations et domaines de spécialisation ou pratique. En plus, les présents ont eu l'opportunité de parler en personne de leurs parcours et intérêts. L'assemblée a approuvé de l'admission de personnes suivantes :

Medinat Abdulazeez, Gérard Amougou, Paulos Asfaha, Bediryé Parfait Bayala, Anaïs Clerc-Bedouet, Kevin Brügger, Estelle Brulhart, Siaka Cissé, Oumar Diakité, Carlos Fallas, Moussa Fofana, Hélène Gomis, Clarisse Hager, Alice Hertzog, Andreas Heu-

ser, Zainabu Jallo, Donia Jendoubi, Olivia Klimm, Aminata Kassambara-Coissy, Idrissi Ouidi Kassambara, Fahiraman Rodrigue Kone, Serge Loukou, Maria Lorenzo Martinez, Ernest Poku, Ousmane Mbaye, Roch Jan Michaluszko, Roch Modeste Millogo, Ahmed Ethmane Mousry, Claire Nicolas, Fabien Nkot, Stephanie Perrazzone, Harena Iharisoa Rajaonarivelo, Santatra Iharisoa Rajaonarivelo, Melanie Sampayo Vidal, Ueli Staeger, Hervé Cyrille Tivoly, Alexander Walmsley, Merel Roos van Zelder

Le comité examinera prochainement la proposition d'introduire le statut de membre à vie qui pourrait faciliter le paiement des cotisations pour certaines personnes et alléger la gestion des membres.

Par ailleurs le comité a enregistré sept démissions (Gareth Austin, Charles Bonnet, Graziella Corti, Alexandre Fontaine, Peter Haenger, Borislava Sasic et Boris Wastiau). Il a également fait part du décès de deux membres : Peter Vogel (1942–2015) et Patrick Harries (1950–2016). L'hommage à celui-ci est publié dans la Newsletter 2016/1.

6. NOUVELLES DE L'ASSH

L'assemblée a pris connaissance du portail interdisciplinaire *Cultures et Sociétés* (www.cult-soc.ch) de la Section 4 de l'ASSH, mis en ligne en cours d'année, avec un aperçu de ses fonctionnalités utiles pour les chercheurs et autres utilisateurs de toutes catégories.

7. DIVERS

Aucun objet supplémentaire n'a été soumis pour considération. Sur place, la société a reçu les vifs remerciements du rectorat de l'Université de Genève pour la collaboration fructueuse à l'organisation du colloque L'Afrique émergente et du lancement des études africaines comme cinquième master du Global Studies Institute.

Saint-Florent-le-Vieil, le 3 novembre 2016, Mohomodou Houssouba

Le comité avec la co-présidente Anne Mayor présentant le rapport annuel lors de l'assemblée générale du 23 septembre à Genève (T. Haller, D. Péclard, V. Arlt, N. Tarr, M. Houssouba (photo: B.P. Bayala 2016).



RAPPORT ANNUEL 2016 DE LA SSEA

■ ANNE MAYOR

La société suisse d'études africaines est actuellement particulièrement dynamique et a enregistré de nombreux nouveaux membres en 2016.

CONFÉRENCES

L'année 2016 a été marquée par l'organisation de cinq conférences dans plusieurs villes suisses, de divers formats et en collaboration avec différents instituts de recherche :

- *Commons in a Glocal World* (Berne, 10–13 mai 2016)
3^e European meeting of the International Association for the study of the Commons (IASC), organisé par la SSEA, l'Institut d'anthropologie sociale et le centre pour le développement et l'environnement de l'université de Berne. Responsable : Tobias Haller
- *Quand les langues africaines changent de lieux* (Bâle, 24 juin 2016)
Atelier organisé par la SSEA et le centre d'études africaines de Bâle, dans le cadre des manifestations initiées par l'ASSH « Migration et mobilité ». Responsables : Mohomodou Houssouba et Veit Arlt
- *L'Afrique émergente: dynamiques politiques de la croissance et du développement* (Genève, 22–23 septembre 2016).
Conférence internationale organisée à l'université de Genève par la SSEA et le Global Studies Institute, à l'occasion du lancement du nouveau master d'études africaines à Genève. Responsables : Didier Péclard et Anne Mayor
- *4^e Journées suisses d'études africaines (SRAD)* (Berne, 4–5 novembre 2016)
Journées organisées par la SSEA ayant regroupé sept sessions thématiques et des posters présentant des thèses en Suisse portant sur l'Afrique, plus une

table-ronde consacrée aux expériences des jeunes chercheurs sur le terrain en Afrique. Responsables : Tobias Haller, Didier Péclard et Veit Arlt

- *Museum Cooperation between Africa and Europe: Opportunities, Challenges, Modalities* (Zurich, 1–3 décembre 2016).

Conférence internationale organisée par la SSEA et la SSE au musée d'ethnographie de l'Université de Zurich, ayant permis la venue de nombreux intervenants d'Afrique et la mise en place d'un réseau de personnes ressource pour poursuivre les discussions sur les modalités du partenariat entre musées du nord et du sud. Responsable : Thomas Laely

PUBLICATIONS

- Künzler, D., Mayor A., Kradolfer, S., Herzog, Th., 2016. « Prise de position sur les Area Studies » (Qualitäts- und Leistungsbeurteilung in den Geistes- und Sozialwissenschaften: Prinzipien, Ansätze und Verfahren), *Swiss Academies Reports* 11/2, 57–70. Le manuscrit se trouve sur le site web de la société.
- Gerold, J. (sous presse). *Full of Life. Old Age and Care in Dar es Salaam, Tanzania*. Schweizerische Afrikastudien Vol. 11.

COLLABORATION INTERNATIONALE

Travail de coordination avec AEGIS (Africa–Europe Group for Interdisciplinary Studies) pour l'organisation de la 7^e Conférence européenne en études africaines ECAS à l'Université de Bâle en 2017.

COORDINATION

La newsletter 2016/1 a paru fin août, et le numéro 2016/2 sortira d'ici la fin de l'année.

Anne Mayor et Veit Arlt ont travaillé dans le cadre du groupe de travail constitué par l'ASSH pour mettre sur pied le portail internet *Cultures et sociétés*, visant à accroître la visibilité des activités des différentes sociétés de la section 4 de l'Académie.

Ce portail a été mis en ligne et est consultable depuis mai 2016 sous le lien
<https://www.cult-soc.ch/fr/fachportal.html>

La SSEA est heureuse du lancement dès la rentrée 2016 du nouveau master d'études africaines à l'Université de Genève. Le fait qu'il soit dirigé par Didier Péclard et qu'Anne Mayor y enseigne également, assure que la SSEA puisse pleinement jouer le rôle d'interface avec les autres institutions suisses : <http://cms.unige.ch/gsi/2016/maea.php>

PLANIFICATION

Le grand événement de l'année prochaine sera la tenue de la 7^e ECAS à l'Université de Bâle du 29 juin au 1 juillet 2017, où un millier d'Africanistes sont attendus. Responsables : Veit Arlt, Elísio Macamo et Till Förster.

L'assemblée générale se tiendra en marge de l'atelier *Public service and community interpreting in plurilingual Africa* organisé en coopération avec l'Institut de plurilinguisme de l'Université de Fribourg et de la Haute Ecole pédagogique de Fribourg, qui aura lieu à Fribourg le 6 octobre 2017. Responsable : Natalie Tarr.

La SSEA soutient aussi financièrement une conférence intitulée *Language and language use in Africa: issues in research and everyday situations* qui aura lieu du 11 au 12 mai 2017 au Walter Benjamin Collég de l'Université de Berne. Responsable : Djouroukoro Diallo.

Genève, le 12 décembre 2016, Anne Mayor

DIVERS

PUBLICATION DE THÈSES

La série « Études africaines suisses » chez Lit-Verlag est dorénavant ouverte aux thèses doctorales inscrites dans une université suisse et ayant reçu la mention « très bien » ou « insigni cum laude » soit, au minimum, la note de 5.5.

Les directeurs de thèse mettent à disposition du comité le rapport des membres du jury ou des experts, accompagné d'une déclaration écrite stipulant que l'ensemble des modifications a été effectué et que le manuscrit est complet et prêt à être publié.

Il est à noter que la SSEA n'offre aucun soutien financier ni service pour la publication de thèse. En effet, la mise sur pied d'un comité de lecture, exigée pour toute évaluation d'un manuscrit, n'est pas prévue, ni réalisable pour l'instant.

ASSEMBLÉE ANNUELLE 2017

La prochaine assemblée aura lieu le 6 octobre 2017 à Fribourg dans le cadre de l'atelier *Public service and community interpreting in plurilingual Africa*, organisé en coopération avec l'Institut de plurilinguisme. L'appel à contributions sera lancé d'ici février 2017. Pour davantage d'informations veuillez contacter natalie.tarr@bluewin.ch.

VARIA

PUBLIKATION VON DISSERTATIONEN

Die Serie „Schweizerische Afrikastudien“ beim Lit-Verlag ist ab sofort für die Publikation von Dissertationen schweizerischer Universitäten geöffnet. Diese müssen die Mindestnote 5.5 (insigni cum laude oder „mention très bien“) erreicht haben.

Die Betreuer der Arbeit stellen dem Vorstand die Gutachten zur Arbeit zur Verfügung und bestätigen schriftlich, dass alle Auflagen zur Überarbeitung erfüllt wurden, das Manuskript vollständig redigiert wurde und zur Publikation bereit ist.

Finanzierung und Realisierung der Publikation liegen in der alleinigen Verantwortung der Autoren und Betreuer. Zum jetzigen Zeitpunkt kann und will der Vorstand keine Publikationskommission und Prüfverfahren einführen. Die SGAS kann folglich weder einen finanziellen Beitrag leisten, noch Redaktionsarbeiten übernehmen.

MITGLIEDERVERSAMMLUNG 2017

Die nächste Mitgliederversammlung findet am 6. Oktober 2017 in Fribourg statt im Anschluss an den Workshop *Public service and community interpreting in plurilingual Africa*, den wir zusammen mit dem Institut für Mehrsprachigkeit organisieren. Der entsprechende Call for Papers wird im Februar 2017 zirkulieren.

Für weitere Informationen: natalie.tarr@bluewin.ch

VARIA

PUBLICATION OF DOCTORAL DISSERTATIONS

The series “Schweizerische Afrikastudien / Études africaines suisses” (Lit publishers) is now open for doctoral theses from Swiss universities that have earned the grade 5.5 (insigni cum laude) or in French “mention très bien”.

The supervisors of the thesis must submit the assessments of the examiners to the board of the society, and provide a written declaration that all stipulated amendments have been effected, that the text has been fully edited and that it is ready for publication.

Since the Society at this stage cannot introduce a special publication board and peer review process it neither offers financial support for the publication nor engages in editorial tasks. Both are the sole responsibility of the author and supervisors.

GENERAL ASSEMBLY 2017

The General Assembly will take place on 6 October 2017 in Fribourg in connection with our research workshop on *Public service and community interpreting in plurilingual Africa*, coorganised with the Institute on Plurilingualism. The call for papers will circulate in February 2017. For further information contact natalie.tarr@bluewin.ch.

ÉVÉNEMENTS • VERANSTALTUNGEN • EVENTS

CFP: 7TH EUROPEAN CONFERENCE ON AFRICAN STUDIES ECAS (BASEL, 29.6.-1.7.2017)



The Centre for African Studies Basel and the Swiss Society for African Studies on behalf of AEGIS (Africa-Europe Group for Interdisciplinary Studies) invite you to submit paper proposals for the 7th European Conference on African Studies ECAS 2017 with the theme: Urban Africa – Urban Africans: New encounters of the rural and the urban.

African urbanization trends raise several issues that are of interest to scholars. These range from politics, through economics, all the way to social and cultural issues. The key issue, however, is how urbanization processes in Africa transform conventional objects of African Studies and how do scholars of Africa gear up to face such changes? These are the questions which we invite scholars of Africa to engage with in a more conscious and systematic manner. While among the 223 accepted panels the urban is prominent, many also look into the entanglements of the rural with the urban, especially with a view to addressing an implicit assumption underlying the study of Africa, which concerns the supposed rural ‘nature’ of the continent as well as the constitutive nature of the tension between tradition and modernity.

While over the past few decades a self-critical attitude within many disciplines has led to a weakening of these assumptions, the urban continues arguably to be seen as the exception or, at any rate, as analytically less consequential than the rural. ECAS 2017 “Urban Africa – Urban Africans” will, therefore, be an occasion for rethinking African Studies, but also for exploring and deepening research avenues that many

researchers working on urban and rural issues have taken up over recent years. There is a critical mass to be harnessed in the effort to push the frontiers of critical European knowledge production on Africa.

SUBMISSION DEADLINE

Please submit your paper proposal to the panel of your choice via the conference website www.ecas2017.ch.

TIMELINE

Deadline for paper proposals:	19 January 2017
Confirmation of papers:	2 March 2017
Early-bird registration opens:	2 March 2017
End of early-bird:	2 April 2017
Registration closes:	2 May 2017

BASEL SUMMER SCHOOL IN AFRICAN STUDIES (21.–28.06.2017) AFRICAN STUDIES AND AFRICANISTS: WHENCE THE GAZE?

The aim of the 3rd Basel Summer School in African Studies 2017 is two-fold: Thematically, it allows PhD students to engage with the question of how locality and positionality frame research in African Studies and in Area Studies more generally. From the point of view of academic skills, it enables PhD students to enhance their skills in presenting their work to a scientific audience. The Summer School seizes the opportunity to integrate the participation at the 7th European Conference on African Studies (ECAS), which takes place in Basel from 29 June to 1 July 2017.

EXPERTS

- Rose-Marie Beck, Professor of African Languages and Literatures at the University of Leipzig (Germany)
- Teresa Cruz e Silva, Associate Professor at the Centre for African Studies (CEA) and the Faculty of Arts and Social Sciences at the Eduardo Mondlane University, Maputo (Mozambique)
- Mamadou Diawara, Professor for Anthropology at the Johann Wolfgang Goethe-University, Frankfurt am Main (Germany)/Founding Director of Point Sud, Bamako (Mali)
- Elísio Macamo (convenor), Associate Professor of African Studies at the University of Basel (Switzerland)
- Giorgio Miescher, Carl Schlettwein Foundation Senior Lecturer and Research Fellow in Namibian and Southern African Studies at the Centre for African Studies Basel (Switzerland)
- Noor Nieftagodien, Associate Professor and Chair of the History Workshop at the University of the Witwatersrand (South Africa)

REQUIREMENTS

The summer school is open for PhD students enrolled in Switzerland and abroad. We encourage the application of PhD students enrolled at African institutions. The application for participation in the Summer School is tied to the submission of a paper to the 7th European Conference on African Studies (ECAS). Only applicants who submit a paper to be presented at the ECAS will be considered for the Summer School.

PRACTICAL INFORMATION

The deadline for application is **19 January 2017**. Applications must be submitted via the online application form: www.zasb.unibas.ch/summer_school/apply

The fee for participation is CHF 300. It includes snacks and lunch at the course days and participation in the accompanying social programme.

PhD students enrolled at African Universities have the possibility to apply for funding for travel and accommodation as well as a fee waiver. Grants will be awarded on a competitive basis. Please indicate in the form below whether you wish to apply for funding.

FURTHER INFORMATION, CALL DOCUMENT AND APPLICATION FORM:

www.zasb.unibas.ch/summer_school/

CONTACT:

Pascal Schmid, PhD: pascal.schmid@unibas.ch

RENTRÉE LITTÉRAIRE DU MALI (BAMAKO, 21.–25.02.2017)

■ Mohomodou Houssouba

DE LA « GRANDE PAROLE » À « LIRE EN FÊTE »

Lancée en 2008 comme manifestation biennale, la *Rentrée littéraire du Mali* devient annuelle à partir de 2014 et s'avère déjà un important rendez-vous autour du livre et de l'écriture en Afrique de l'Ouest. La rencontre émane de la volonté des fondateurs des Editions Tombouctou, Aïda Mady Diallo et Ibrahima Aya, deux écrivains qui ne peuvent plus supporter l'absence d'une fête littéraire populaire au Mali.

En effet, il y a eu jusque-là des manifestations qui prolongent des festivals internationaux. Dans les années 1980, le conte était à l'honneur avec les tournées de « La Grande Parole » qui rassemblaient des conteurs de tous les pays francophones. L'idée que le Mali est plus un pays de tradition orale que de littérature écrite n'est pas fausse. Il existe en fait plusieurs traditions de contes dans lesquelles la musique, la danse et la prouesse oratoire jouent des rôles différents.

La rencontre avec d'autres conteurs africains et français, belges et québécois créent un espace fertile de partage et d'improvisation, de mélange de styles, de jeu avec les conventions. Ainsi, le public découvre d'une part le caractère universel du conte et de l'autre les marges de créativité et d'improvisation dans la narration. Un genre apparemment figé se révèle ainsi dans sa grande malléabilité.

Néanmoins, le festival de contes attire un public francophone qui représente une faible portion de la population. Ainsi, même si la combinaison parole et performance (mime, accompagnement musical) en fait un spectacle, on ne peut pas présumer d'une immersion totale du public, sauf dans les manifestations de quartier où des conteurs locaux occupent la scène.

Durant ces années 1980, les opportunités de rencontre avec des auteurs parlant de leurs livres sont plutôt rares. Les écrivains maliens les plus en vue sont forcés au silence ou à l'exil. Ceux qui restent se retrouvent en petits cercles de lecture pour partager leurs écrits, mais leurs voix restent inaudibles pour la plupart. Les auteurs étrangers viennent dans le cadre de la programmation des centres culturels français et américain. Ils bénéficient d'une liberté de parole plus grande, mais leur propos n'a pas d'impact sur le débat interne, pratiquement souterrain ou clandestin, qui secoue la société malienne jusqu'à l'émergence du mouvement démocratique au début des années 1990. L'autorisation de publications indépendantes marque le premier signe de relâchement de la censure. Après le chute du régime en mars 1991, le nombre de titres – quotidiens et hebdomadaires – va exploser. Beaucoup ne tiennent pas plus d'une année, mais un nombre important survit, dont des magazines culturels comme Tapama qui publient des contributions de grandes qualités sur l'art, la littérature et le patrimoine. Certains articles sont ensuite développés en ouvrages complets.

Tout de même, la décennie paraît plutôt comme une période de reconstruction d'un espace littéraire national avec le retour des écrivains exilés et l'émergence de jeunes auteurs. La littérature malienne reste de taille modeste, avec une poignée d'icônes comme Amadou Hampâté Bâ, Massa Makan Diabaté, Yambo Ouologuem, Fily Dabo Sissoko, Seydou Badian et Ibrahima Ly, mais très peu d'auteurs accessibles pour un lecteur populaire.

Les premières grandes manifestations littéraires lancées au début des années 2000 continuent la tradition des tournées. C'est ainsi qu'après une expérience réussie à Sarajevo, le festival *Etonnans Voyageurs* de Saint-Malo choisit le Mali pour son édition africaine. De 2001 à 2010, il est le principal rendez-vous au Mali et même en Afrique occidentale (francophone).



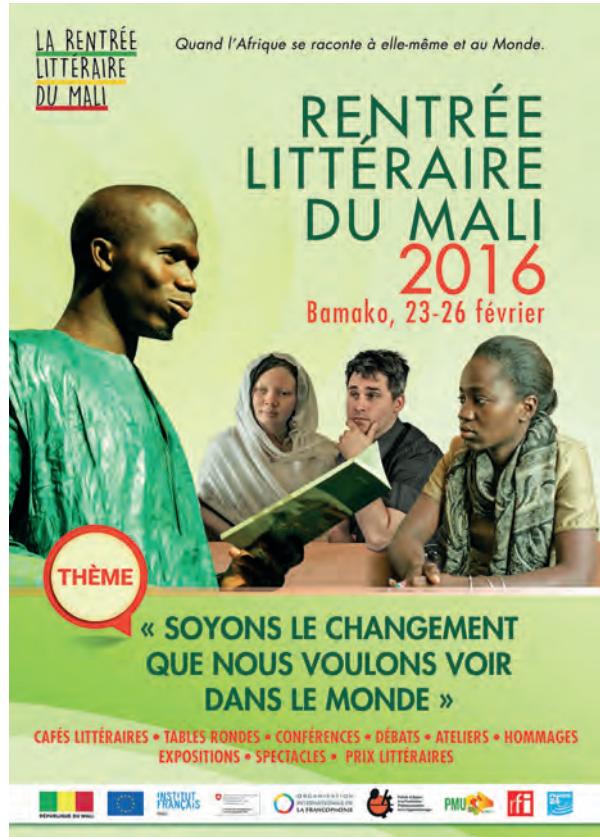
Atelier d'écriture animé par Veronika Mabardi lors de l'édition 2015 de la *Rentrée littéraire du Mali*.

Dans les faits, les bibliothèques locales connaîtront des fortunes diverses, mais la récolte impressionnante de fonds sonores finit par s'écrouler sous son propre poids. Aucune compétence et structure n'a été préparée au préalable pour exploiter des milliers de minutes d'enregistrement sur des cassettes à bande magnétique.

Ce qui reste de l'aventure est l'ambition de décentraliser et populariser l'accès au livre à travers de petites structures locales. Les initiatives plus récentes, globalement gérées par le centre culturel français, reprennent le modèle en planifiant un festival littéraire à l'échelle nationale tout en maintenant un noyau dur à Bamako. Ainsi, après les premières éditions dans la capitale, le festival « Etonnans Voyageurs » s'est vite trouvé en route pour toutes les villes du Mali. Quant à « Lire en fête », il a, dès le début, adopté le réseau de l'AFLAM pour organiser le festival dans différentes villes. Les auteurs internationaux et locaux sont répartis entre les sites d'accueil.

Dans un sens, recevoir deux grands festivals littéraires en une année, notamment entre 2001 et 2004, donne l'impression d'un dynamisme enviable dans la célébration du livre et de l'écrivain. Mais les signes de vulnérabilité sont évidents dès le début. D'abord, à degrés divers, il s'agit de manifestations largement conçues en France et coordonnées au Mali à travers le centre culturel français. Le modèle ne permet pas de créer un marché du livre. Les auteurs invités sont généralement publiés en France et les prix de leurs livres sont élevés pour les clients locaux. Dans les villes intérieures, l'offre se limite à quelques exemplaires que les gens feuilletent en passant. Les facteurs de vulnérabilité augmentent avec l'insécurité grandissante qui ferme progressivement l'intérieur du pays aux touristes et autres « étonnans voyageurs ». Les organisateurs auront du mal à rassembler des auteurs internationaux pour un modèle décentralisé. La fin se dessine et les acteurs locaux ont bien fait d'anticiper en mettant sur pied une manifestation autour des auteurs maliens et africains et des publications réalisées sur le continent.

Au même moment, le programme *Appui à la filière du livre au Mali* (AFLAM), un projet franco-malien, démarre avec pour objectif de créer un agenda culturel local qui s'appuie sur les centres de lecture récemment ouverts dans les écoles de Bamako et des villes de l'intérieur. En fait, le programme reprend le schéma d'une initiative de la coopération française lancée en 1977. Appelée « Opération lecture publique », elle a permis d'installer un réseau de petites bibliothèques à travers le pays. Mais, un autre pendant important concerne la collecte de récits, chants, proverbes et témoignages enregistrés dans les différentes langues régionales. En prenant en compte la forte oralité de la société malienne aussi bien que le tournant générationnel en cours, le projet a cherché à marier l'oralité et l'écriture, espérant que les jeunes exposés aux deux répertoires ou « canons » s'en inspireront pour enrichir leurs propres pratiques littéraires.



LE REFUS DU VIDE LITTÉRAIRE

En 2008, la *Rentrée littéraire du Mali* arrive ainsi sur une scène qui se vide progressivement de l'offre existante. Les initiateurs sont deux écrivains maliens qui ont publié leurs œuvres au Mali et en France avant de créer la maison d'édition Tombouctou.

Au préalable, il a fallu créer un concept qui prend en compte des expériences de « Lire en fête » et « Etonnantes Voyageurs », en adoptant une marge d'innovation bien étroite. L'équation est loin d'être simple pour les initiateurs qui sont écrivains, éditeurs et réalisateurs de festival littéraire dans un contexte de raréfaction des moyens accélérée par l'effondrement des grandes rencontres – festival du désert d'Essakane (Tombouctou), festival sur le fleuve (Ségou), festival de la culture songhay (Gao), entre autres – qui créent une synergie entre industries touristiques et culturelles. Pour être durable, la manifestation doit trouver son identité propre et compter sur les ressources mobilisables de l'intérieur du pays.

Les initiateurs mettent sur pied un modèle tourné vers le continent. La *Rentrée* sera un espace de rencontre entre les auteurs, écrivains, éditeurs, publicistes et critiques littéraires africains, avec différents publics, notamment les lycées et écoles supérieures qui accueillent les invités tout au long de la semaine. Chaque édition est conçue autour d'un thème central avec plusieurs sous-thèmes. Les sites sont très variés et incluent des centres culturels, galeries d'art et même des restaurants. En fait, la particularité de la *Rentrée* semble être la grande place accordée à la participation des auteurs et éditeurs au débat sur les affaires publiques aussi bien qu'à la relation complexe que la littérature entretient avec la société dans l'Afrique contemporaine.

Au fil des éditions, la *Rentrée littéraire* mérite de plus en plus son nom avec l'arrivée sur le marché de nouveaux ouvrages des différentes maisons d'éditions maliennes

Annonce de l'édition 2016 de la *Rentrée littéraire du Mali*.

et africaines. C'est le cas de la série coéditée par l'Institut de recherche en développement et les Editions Tombouctou qui a produit d'importants ouvrages de réflexion dont « L'Afrique des laïcités », « Le Mali contemporain », « Bamako, urbanisation d'une communauté africaine » et « Islam et art poétique au Mali ».

AU-DELÀ DE LA LETTRE

La *Rentrée littéraire du Mali* n'est pas, à vrai dire, un salon du livre. C'est plus une scène sur laquelle se croisent des genres et modes d'expression différents, même incongrus. Les films biographiques mettent la lumière sur des figures politiques et littéraires plus ou moins connues (Yambo Ouologuem, Thomas Sankara, Kateb Yacine, Seydou Badian, Nokutela Dube). D'autres fois, c'est à travers la mise en scène que le public entre dans l'univers d'un auteur (Massa Makan Diabaté, Soni Labou Tansi). Le groupe de théâtre du lycée Massa Makan Diabaté est régulièrement impliqué aux montages, avec la participation d'acteurs et musiciens professionnels. Il existe aussi une scène locale vivante de slam, battle rap et poésie sur parole.

Dans la même veine 2016, le programme « Radiolivres » d'Alpha Blondy a captivé le public. Le musicien ivoirien lit des livres entiers sur une station FM à Abidjan et produit en même temps des audiolivres qui sont rediffusés sur d'autres chaînes. Une formule géniale pour rendre les livres plus accessibles, non seulement en français, mais également dans les langues locales que les gens parlent couramment mais lisent très peu.

La Rentrée est un laboratoire de la création, de l'expression et de l'échange des idées né de la révolte des amateurs locaux de littérature contre le vide, avec le déclin de manifestations comme « Etonnantes Voyageurs » et « Lire en fête ». Son organisation engage un effort herculéen de la part d'un groupe restreint aux moyens limités. Le pari est loin d'être gagné. Mais, d'ores et déjà, la manifestation a tenu plus longtemps que celles avec beaucoup plus de moyens et bénéficie de la solidarité locale et régionale, notamment avec l'implication d'un contingent de volontaires algériens de plus en plus

nombreux. D'autres membres de l'équipe contribuent à la conception et à l'organisation depuis la Belgique, la France et la Suisse.

INFO

La Rentrée dispose d'un site web bien fourni et entretenu par un de ses membres, qui offre un archivage important des dernières éditions et l'agenda de la prochaine édition qui aura lieu à Bamako du 21 au 25 février 2017 : www.rentreelitterairedu.org.

REPORT: L'AFRIQUE ÉMERGENTE—DYNAMIQUES POLITIQUES DE LA CROISSANCE ET DU DÉVELOPPEMENT (GENEVA, 22–23.09.2016)

■ MAMANE TASSIOU AMADOU, BOGNAN VALENTIN KONÉ, TIBOR RECHSTEINER, NESTOR ZANTE, SUSANN LUDWIG, NICOLE BOLLIGER, NATALIE TARR

The inauguration of the new Master's program *Études africaines* in Geneva provided the occasion for the conference *L'Afrique émergente – Dynamiques politiques de la croissance et du développement*, organized by the Global Studies Institute of the University of Geneva and the Swiss Society for African Studies.

Didier Péclard, director of the Master program, and Anne Mayor, Co-President of the Swiss Society for African Studies, introduced the topic to an audience of some one hundred persons. Notions of economic growth and development have replaced the dark visions of civil war, corruption and poor governance, dominating the discourse on Africa today. The aim is to critically interrogate this discourse around three main aspects:

- Does growth equal development?
- The comeback of the developmentally-oriented state
- The relationship between growth and environment

ROUND TABLE: AFRICAN STUDIES TODAY

In a roundtable discussion opening the conference, Jean-François Bayart, professor at the Graduate Institute of Geneva, and Ibrahima Thioub, vice-chancellor of the Université Cheikh Anta Diop of Dakar (UCAD), discussed the role of the notion of colonial library in knowledge production and how the University of Geneva can prevent or counteract an inequality of knowledge. Both agreed that the knowledge produced by a metropolis has to be used knowing both who produced this knowledge and its context of production. This problem is not only linked to the past but is also an is-

sue today with continued use of the national library, as Bayart insists. According to Thioub, the problem of inequality is a problem of circulation of people and knowledge because there is no centre of knowledge production. The exchange between Bayart and Thioub gave reasons to believe that reducing inequality is possible. Bayart added that the implementation of collaborative work is difficult due to visa restrictions, but insisted that exchange has to be mutual in both directions.

DOES GROWTH EQUAL DEVELOPMENT?

Can economic growth be used as a synonym of development? In the first session with the title *Généalogie des chiffres de la croissance en Afrique de l'Ouest des années 1950 aux années 1980* both panelists approached the relationship between growth and development with a critical eye to the discourse of development founded on numbers and the paradigm of *Africa rising*. The session was chaired by Yvan Droz of The Graduate Institute Geneva.

Vincent Bonnecase (CNRS, *Les Afriques dans le Monde*, Bordeaux), a historian specializing in the francophone part of West Africa, and Burkina Faso in particular, elaborated on the issues of recession and bankruptcy of states as he introduced a genealogy from the 1930s to the 1980s. However, in Africa, it is mainly in the 1950s that we must place the appearance of gross domestic product (GDP). There is symmetry between two discourses: emergence and state bankruptcy. At this level, numbers often mask the economic reality, which also serves to legitimize the discourse of institutions or governments. In the case of Burkina Faso, numbers as reported and recorded from the colonial period to the present keep changing meaning and content depending on the type of political regime or system in place.

Beatrice Hibou (CNRS, CERI-Sciencespo, Paris) argued along similar lines: she deconstructed the concept of emergence, which is considered as flexible, as falsifiable, since it carries a lot of stereotypes. The fact that we speak of *emerging markets, emerging*

economies, emerging countries, & c. illustrates the ambiguity of the concept. Indeed, the concept of emergence was introduced to Africa following the experiences in Asian countries like Taiwan, China, or India. By favoring the technocratic to the detriment of the political field, the emergence rhymes with a certain developmentalist and evolutionist understanding of society. Moreover, notions of equality, justice, fight against poverty, equity, peace and equality, and so on are attached to it. In Africa today, certain professionals such as politicians and development workers, appropriate the concept of emergence. All in all, the two panelists agreed that emergence is a complex category, which is used by a variety of actors to create speeches and ideologies.

In the evening, the historian Ibrahima Thioub, vice-chancellor of the Université Cheikh Anta Diop in Dakar (UCAD), gave a captivating public lecture on the Atlantic slave trade. His speech was the highlight of an inspiring day.

COMEBACK OF THE DEVELOPMENT-ORIENTED STATE?

The structural adjustment programs reduced state services to a minimum. These days, economic growth can be observed parallel to a strong, sometimes even authoritarian state, as well as a planned and directed economy. In a discussion chaired by Frédéric Giraut of the University of Geneva the participants of the second panel asked whether a change of paradigm can be observed.

Boris Samuel (CERI-Sciencespo, Paris and Université Mohamed VI, Rabat), a researcher in Comparative African Studies, talked about Mali as an example of his experience in several African states: In his presentation he analyzed budget plans of the ministry for economics. When comparing the general financial planning, the funds the ministry has received for developmental purposes with the partial budgets of its subordinate organisations, it appears that different actors often use the money differently than originally planned for. This makes long-term planning difficult and prevents those goals for which the money was originally intended for from being achieved.

Francis Akindès (Université Alassane Ouattara, Bouaké), discussed the situation in Côte d'Ivoire, a country still in a sensitive phase after ten years of civil war and the post-electoral crisis. A lot of violence, subsequent economic backlashes and deteriorating international relations were brought about by this crisis. Akindès described how the slogan of *émergence* is made fun of in daily life: For instance, when a woman wearing a new dress might refer to it as *émergent*. Whatever the state is investing in is dubbed *émergence*. Côte d'Ivoire is about to re-establish its role model function as economic power in West Africa, which suffered during the conflict. The issue of reconciliation within the country is being addressed and efforts are made to stabilise the borders with the neighbouring countries. However, there is a growing gap between rich and poor. What happens to social life if all investments are directed to infrastructure?

Fabien Nkot (Université Yaoundé II) then related the same topic to Cameroon. The country follows liberalistic politics of opening up to foreign investment in the framework of *Horizon 2035*. This program was presented the same year the Chinese increased their investments in Cameroon – a link between the two seems to be obvious. When it comes to national security, France remains the trusted partner, whereas in economic concerns, China has more and more replaced the former coloniser. China so far has not intervened in any armed conflicts in West Africa, not even in Côte d'Ivoire under Gbagbo who was very open to Chinese participation. Military involvement seems to become an ever more important asset of France for claiming postcolonial hegemony in the face of growing Chinese influence. Even though China's interests often remain unclear, African states are quick to accept the demands attached to her investments. Popular reactions are diverse: On the one hand, newly arriving Chinese are perceived as competitors, especially since they often start informal businesses. On the other hand, Nkot talked about the interest Cameroonian show in traditional Chinese medicine, comparing it to traditional Cameroonian healing methods.



Joana Sousa (à droite), Tobias Haller et Aziz Ballouche (à gauche) étaient les conférenciers du panel Croissance et environnement (photo: Bediery Parfait Bayala 2016).

erty lead to large-scale land acquisitions and limit former access to common resources in various East and West African countries. From a historical perspective he drew attention to the long process of land reform in five countries (Cameroon, Zambia, Sierra Leone, Kenya and Tanzania).

Sousa concentrated on people's articulations regarding a contested National Park in Guinea-Bissau as she illustrated how politics of nature conservation affect peoples' access to resources. Locating her work in 2009 to 2012, but taking into account the historical context of Cantanhez National Park, she argued that national resource management created a specific form of segregation and frustration among the local population.

This panel was greatly appreciated – also because of the high quality visuals supporting the presentations – and solicited many questions from the audience. Most of them were about the responsibility of the state and the role of NGOs in environmental protection. The discussion queried the notion of development and the audience, consisting on this second day of some 70 persons covering a broad spectrum right from the BA student to the established scholar, engaged in vivid exchanges both during and beyond the sessions. The two day conference was followed by the general assembly of the Swiss Society for African Studies.

Mamane Tassiou Amadou, Bognan Valentin Koné, Susann Ludwig and Natalie Tarr are PhD students at the Centre for African Studies, whereas **Tibor Rechsteiner, Nestor Zante and Nicole Bolliger** are enrolled in the Master programme in African Studies at the University of Basel. They were part of the strong party from Basel honoring the inaugural conference in Geneva.

GROWTH AND ENVIRONMENT

Chaired by Anne Mayor of University of Geneva, the third panel with the title "Croissance et environnement" problematized the interaction between population and their environment. The first presenter Aziz Ballouche (LETG-Angers, UMR 6554 CNRS, UFR Sciences, Université d'Angers) elaborated on the relationship between human activity and the ecosystem in sub-Saharan Africa. He articulated his work on the concept of cultural landscape, which undermines the knowledge production on environment. He places humans in the centre of climate change analysis. Based on the examples of Burkina Faso and Mauritania, he raised the question of equilibrium between population and environment. His approach, based on a long-term study, highlights the contribution of society, culture and values in the environmental degradation.

Both Tobias Haller (Institute of Social Anthropology, University of Bern) and Joana Sousa (Département de géographie et environnement, Université de Genève; University Lusofona-Bissau, Guinea-Bissau), discussed access to resources: Haller's focus was theoretical. He argued that transformations from commons to state and private prop-

REPORT: THE EXTRACTIVE INDUSTRY VERSUS STATE AND SOCIETY: A COMPLEX RELATIONSHIP (BASEL, 28.–29.10.2016)

■ Barbara Müller

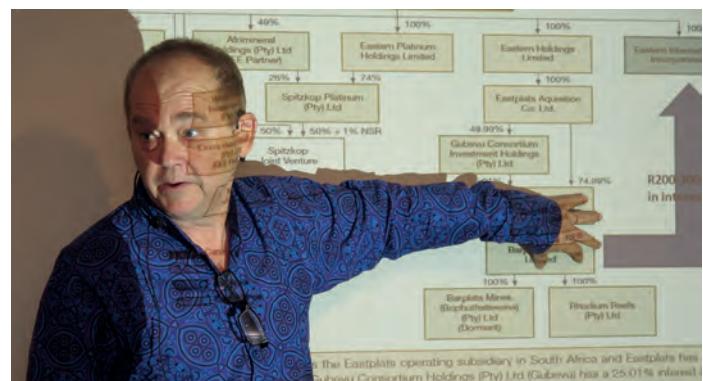
This workshop held at the Basler Afrika Bibliographien addressed the question what mining companies contribute to the well-being and development in South Africa and how civil society and research could assist. It was organised jointly by the Apartheid Debt and Reparations Campaign, the Centre for African Studies Basel, Solifonds and Afrika-Komitee and was the fifth such workshop of this consortium. As in previous years, the workshop brought together scholars and activists from the field in the South with their counterparts from various Swiss NGOs (AllianceSud and Swiss Lenten Fund).

The British owned platinum mining company Lonmin was a case in point. After the massacre at its Marikana mine in August 2012, the South-African Government had appointed a Commission of Inquiry. The Alternative Information and Development Centre AIDC was mandated to research the financial architecture of Lonmin and assess whether Lonmin could have afforded to pay the wage increases demanded by the striking workers at the time. The economist Dick Forslund who conducted the research thus gained access to Lonmin's financial reports and managed to reconstruct the complicated structure of the holding. In his talk Forslund showed the different ways of illicit financial flows such as tax evasion through profit-shifting and transfer pricing between subsidiaries of a company. Many of those money-shifting strategies to avoid tax-paying applied by multi-national companies are—although ethically questionable—not illegal. One of Lonmin's subsidiaries is situated in Bermuda, which is known as a tax haven. The company moved an estimated 400 Million Rand annu-

Dick Forslund explains the complex routes of Lonmin profits (picture: Martin Bloch 2016).

ally through such practices. Forslund concludes that Lonmin could have afforded the higher wages, if it had not moved money out of South Africa through two subsidiaries in order to avoid paying taxes. Practices of this nature are responsible for the loss of USD 991.2 billion in illicit financial flows in 2012 by the developing world—over ten times the amount of official development aid received by these countries in that year. Governments should take measures to prevent these abusive practices.

Such measures could be country-by-country reporting and open books which would increase transparency. Swiss NGOs are lobbying for the introduction of such instruments as Dominik Gross, Desk officer Tax and Financial Policies at AllianceSud, explained. However, his efforts as a lobbyist are frustrated because the current Swiss Parliament is refusing to take up his arguments. And their policies matter, for according to the Swiss Bankers Association approximately thirty per cent of the global offshore wealth is kept in Switzerland. Gross furthermore believes that the pending Corporate Tax Reform III offers corporates new profit shifting instruments.



Another aspect of the extractive industry was showcased by Caroline Ntaopane of the Regional Network WoMin who described how mining affects the living conditions of women and children. Environmental degradation, such as air, soil and water pollution represent serious health hazards and frequent accidents lead to the loss of the breadwinner of a family. Affected women often do not have the means and possibilities to defend their rights since the mines and government act in collusion.

Nonhle Mbuthuma from the Amadiba Crisis Committee spoke about the struggle against the plans of the Australian mining company MRC that wants to mine uranium at her Xolobeni community. Five villages located at the 22 km long stretch along the picturesque Wild Coast would be affected. The villagers and the larger Amapondo community have to weigh possible short-term gains against longterm risks. Thinking



about their children, they ask what will happen after the expiry of the prospective lifespan of 22 to 35 years of mining activities? The villages in the affected area would have to be relocated, the pristine landscape would be destroyed for ever. So far the community has managed to resist, however, at a high price. In March 2016, Sikhosiphi Bazooka Rhadebe, chairperson of the Amadiba Crisis Committee, was shot dead. He had been on a hitlist, like Nonhle Mbuthuma and her colleague from the Amadiba Crisis Committee who since then have to be protected by two bodyguards. The company has bought the support of a number of individuals who will benefit from the mining project as local partners under the Black Economic Empowerment policy of the South-African government. This has divided the community. The conflict is also influencing the succession of the late King of Mpondo land. Right now, the government has implemented an 18 months' moratorium. The ongoing struggle puts massive strain on the activists and the community but they are determined to continue. The documentary "The Shore Break" featuring Nonhle Mbuthuma narrates their story.

The Swiss NGO representatives referred to the recently launched Responsible Business Initiative, which will oblige Swiss companies by law to comply with generally agreed standards of human rights and environmental protection. The necessary signatures were collected by a coalition of 80 civil society organisations. This initiative will be put before the people by way of a referendum within the next three years.

Barbara Müller is the coordinator of the Apartheid Debt and Reparation Campaign KEESA and has for decades been involved in Southern Africa as executive secretary of the Fonds für Entwicklung und Partnerschaft im südlichen Afrika FEPA. Barbara has just embarked on a PhD project in African Studies at the University of Basel. Contact: ba.muellerfrei@gmail.com.

Nonhle Mbuthuma of the Amadiba Crisis Committee giving a moving testimony of how the Xolobeni mining project has torn apart the community (picture: Martin Bloch 2016).

PERSONNES ÂGÉES ISSUES DE L'IMMIGRATION AFRICAINE ET LATINO-AMÉRICAINE EN SUISSE FRANCOPHONE : CONDITIONS DE VIE, REPRÉSENTATIONS DE LA RETRAITE ET DE LA VIEILLESSE

■ THÉOGÈNE-OCTAVE GAKUBA

Cet article se réfère à une recherche que nous avons menée sur la qualité de vie de personnes âgées issues de l'immigration africaine et latino-américaine en Suisse (Cantons de Genève et Vaud) (Bolzman et al. 2015). La recherche, financée par la fondation Leenaards, avait pour objectifs principaux de :

- fournir des informations significatives sur les personnes migrantes âgées d'origine africaine et latino-américaine en Suisse ;
- recueillir leurs besoins à travers un état des lieux de leurs conditions de vie, leur état de santé et leur accès aux droits ;
- étudier le réseau social (participation à la vie sociale, relations avec la famille, les proches et les amis) de ces personnes âgées ainsi que leurs projets de vie (retraite, retour au pays d'origine, fin de vie).

Dans cet article, nous nous intéresserons principalement aux conditions de vie, aux représentations de la retraite et de la vieillesse des personnes étudiées ainsi qu'à leur état de santé.

LE VIEILLISSEMENT DÉMOGRAPHIQUE DES POPULATIONS LATINO-AMÉRICAINES ET AFRICAINES EN SUISSE

L'immigration africaine et latino-américaine en Suisse est relativement récente lorsqu'on la compare aux immigrations européennes traditionnelles, caractérisées par l'arrivée des travailleurs issus des régions frontalières d'Allemagne, de France, d'Autriche et d'Italie avant et après la seconde guerre mondiale (Piguet, 2004).

Les migrations latino-américaines et africaines en Suisse sont dues à une diversité de causes de départ et à des motivations complexes telles que : des projets économiques et familiaux, des projets de promotion professionnelle, mais aussi l'instabilité politique dans le pays d'origine, les guerres ou les situations de violence politique (Bolzman et al., 2007).

Tableau 1 : Effectif de la population étrangère d'Amérique Latine et d'Afrique résidante en Suisse âgée de 40 ans et plus (décembre 2013)

	40-64 ans	65-79 ans	80 ans et plus
Pays d'Afrique	20'491	999	124
Pays d'Amérique	15'749	691	149
Latine et caraïbes			

Source : Office fédéral de la statistique (<http://www.bfs.admin.ch/bfs/portal/fr/index.html>)

Les données du tableau 1 montrent qu'un grand nombre d'immigrés africains (20'491) et latino-américains (15'749) se trouvent dans la catégorie d'âge 40-64 ans.

La population âgée issue de l'immigration africaine et latino-américaine en Suisse présente des spécificités qu'il est nécessaire de connaître. Certaines de ces personnes, dans une proportion significative des cas, ont vécu des événements traumatisques liés aux guerres ou à la violence dans leurs pays d'origine et mènent une vie précaire dans la société d'accueil.

QUELQUES ÉLÉMENTS THÉORIQUES SUR LES CONDITIONS DE VIE DES PERSONNES ÂGÉES ISSUES DE L'IMMIGRATION¹

La relation entre âge et migration a été l'objet de plusieurs recherches en Europe. La plupart de ces études s'intéressent avant tout à la situation des anciens travailleurs

immigrés atteignant l'âge de la retraite ou confrontés au vieillissement dans l'Etat où ils résident. Ces recherches montrent que, contrairement à l'image largement répandue, la migration n'est pas un phénomène provisoire qui s'achève par le retour au pays d'origine, mais qu'au contraire la plupart des migrants restent après la retraite dans la société où ils ont passé leur vie adulte (Sayad, 1991 ; Dietzel-Papakirakou, 1993 ; Toullier et Baudet, 1998 ; Bolzman, Fibbi, Vial, 1993 ; 2001 ; Bolzman, Poncion-Derigo et Vial, 2004) ou font des allers retours entre les deux pays (Attias-Donfut, 2006 ; Serra-Santana, 2000 ; Schaeffer, 2001).

D'autres recherches menées en Europe mettent en évidence les conditions de vie plus précaires de ces personnes âgées immigrées, tant sur le plan économique (Bolzman, Fibbi, Vial, 1999 ; Pitaud, 1999 ; Patel, 2003) que sur celui de la santé (Scheib, 1995 ; Bollini, Siem, 1995). Les problèmes de santé des immigrés âgés sont aussi évoqués dans l'étude de Kabba et Lul (2007) sur les immigrés africains âgés vivant dans huit villes de l'Etat de Minnesota aux Etats-Unis.

TERRAIN D'ENQUÊTE, POPULATION ÉTUDIÉE ET MÉTHODES UTILISÉES

Le terrain de notre recherche était les cantons de Genève et Vaud qui comptent le plus grand nombre de migrants d'Afrique et d'Amérique Latine en Suisse romande. Nous avons interviewé 38 personnes (14 immigrés africains et 24 immigrés latino-américains). L'échantillon a inclus des personnes de 55 ans et plus², 24 hommes et 14 femmes ayant accepté de participer à la recherche. La technique d'échantillonnage intentionnel ou de convenance a été utilisée. La population de recherche comprenait également 11 professionnels et/ou responsables des services sociaux et sanitaires travaillant avec les personnes âgées et pouvant potentiellement être en contact avec les populations de notre étude.

Les thèmes abordés dans les entretiens avec les personnes âgées ont permis de traiter divers aspects relatifs aux vies de ces personnes. Ainsi, la période de vie actuelle de l'interviewé, mais également diverses dimensions de leurs trajectoires migratoires,

des conditions de vie et des expériences de la vie adulte qui ont conduit à leurs situations actuelles ont été traités.

TRAJECTOIRES MIGRATOIRES

Les trajectoires migratoires des personnes interviewées peuvent être regroupées en six catégories : *Les anciens étudiants ou stagiaires restés en Suisse, les fonctionnaires internationaux ou cadres des entreprises multinationales, les réfugiés politiques, les demandeurs d'asile et réfugiés de la violence, les migrants dans le cadre d'un mariage ou pour des raisons familiales, les travailleurs migrants sans papiers en Suisse.*

Les interviewés des deux premières catégories (anciens étudiants, travailleurs internationaux) ont inscrit leur migration dans le cadre d'un projet de qualification ou de promotion professionnelle (Bolzman, Carbajal et Mainardi, 2007). Les migrants qui ont été reconnus comme des réfugiés statutaires ou des réfugiés de la violence n'avaient pas des projets très précis en Suisse ; ils cherchaient surtout une protection, temporaire ou à long terme, contre la violence politique. Les migrants des deux dernières catégories sont davantage concernés par un projet familial ou de couple (Bolzman, Carbajal et Mainardi, 2007), ou ont cherché à reconstruire une vie, en Suisse, après une rupture affective.

CONDITIONS DE VIE

Les conditions de vie des personnes sont principalement liées aux opportunités ou aux contraintes qu'ils ont vécues pendant leur vie adulte, notamment dans le domaine professionnel. Ici nous examinerons plus spécifiquement la situation économique, les conditions de logement des interviewés ainsi que leur état de santé.

La situation économique des personnes âgées issues de l'immigration africaine et latino-américaine interviewées est très hétérogène. Remarquons d'abord qu'il y a un tiers des interviewés qui sont encore actifs sur le marché du travail et qui disposent

donc d'un revenu lié à leur activité professionnelle. Finalement, la moitié des personnes interviewées sont mariées ou cohabitent avec quelqu'un, disposant ainsi d'un double revenu dans le couple. L'autre moitié des personnes sont divorcées, séparées ou veuves et ne peuvent compter que sur leur propre revenu. Même si nombre de personnes interviewées se contentent de peu, la situation socio-économique de la majorité est précaire dans la mesure où 18% sont au bénéfice de l'aide sociale, 10% n'ont pas d'activité professionnelle, tout en n'ayant pas encore l'âge officiel de la retraite, et près de 20% travaillent pour des salaires très bas en tant que sans-papiers.

La précarité sociale touche plus particulièrement les personnes seules parmi lesquelles on retrouve les demandeurs d'asile et les sans-papiers. Ces derniers ont plus de difficultés, puisqu'ils ne bénéficient d'aucune aide sociale et se débrouillent pour se loger dans des sous-locations.

REPRÉSENTATIONS DE LA RETRAITE ET DE LA VIEILLESSE

L'analyse des entretiens sur les représentations de la retraite des personnes interviewées dans notre étude fait ressortir plusieurs mots, ou groupes de mots, associés à la retraite. Il s'agit des mots suivants : *le repos, la gestion de son temps, la continuation ou la diminution des activités durant la retraite, s'occuper de sa famille ou de soi-même, l'autonomie d'entreprendre ou encore profiter de la vie*. Il ne faut pas oublier que la signification sociale de cette période de la vie varie selon les sociétés et se reflète aussi au niveau linguistique. Les représentations de la retraite peuvent varier parmi nos interviewés, puisque certains sont déjà retraités et d'autres pas encore. Ces différentes représentations vont être la conséquence en partie de leur vécu de cet état ou de leurs attentes.

CONCLUSION

Cet article a mis en évidence une problématique émergeante et encore peu connue. Il s'agit de la situation précaire des personnes âgées qui ont immigré tardivement en

Suisse. Des questions peuvent se poser au sujet de cette situation : Quel est l'avenir de ces personnes migrantes âgées en Suisse ? Comment les accompagner ? Pourront-elles s'adapter à la vie en Etablissements Médicaux Sociaux (EMS) alors que c'est un type d'institution qui n'existe pas ou de manière embryonnaire dans leurs sociétés d'origine ?

Pour mieux accompagner les personnes à la retraite issues de l'immigration africaine et latino-américaine, quelques propositions ont été formulées par les personnes interviewées :

- Soutenir les personnes migrantes voulant prendre leur retraite hors de la Suisse, que ce soit dans le pays d'origine ou dans un pays tiers. Mieux les accompagner, créer un dialogue en examinant avec elles les avantages et les inconvénients des diverses options de lieu pour vivre leur vieillesse.
- Valoriser les compétences des personnes retraitées issues de l'immigration africaine et latino-américaine en les intégrant dans les projets de coopération au développement entre la Suisse et les pays d'origine, ou en faisant connaître et en soutenant les initiatives déjà existantes.
- Favoriser les liens intergénérationnels entre les personnes migrantes âgées et les jeunes.
- Lutter contre la solitude des personnes âgées migrantes, plus particulièrement, mais pas exclusivement, celle des sans-papiers. Cela par le biais, par exemple, de cafés-seniors : lieux de rencontre pour les personnes âgées avec les autres membres de la société. Ces lieux pouvant être en même temps des lieux d'information pour les personnes âgées immigrées.

Les résultats de notre étude et ces propositions permettent d'ouvrir une réflexion plus approfondie sur la place accordée à la diversité des vieillesse dans nos sociétés, ainsi que des pistes d'intervention dont la pertinence mériterait d'être explorée de

manière systématique par le biais de la mise en œuvre de projets-pilotes suivis des évaluations appropriées.

Théogène-Octave Gakuba est adjoint scientifique à l'Haute école de travail social Genève. Contact : theogene-octave.gakuba@hesge.ch.

NOTES

¹ Cette partie s'inspire de l'article de Bolzman et al. (2008). Le regroupement familial des descendants. Le traitement national d'une problématique transnationale. L'exemple de la Suisse. *Retraite et Société*, n° 55, pp. 40-65.

² La grande majorité des interviewés ont 58 ans et plus, 1 seule personne a 55 ans.

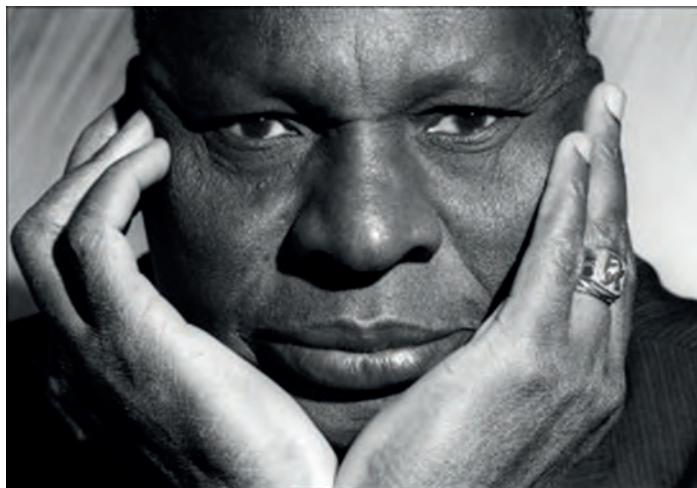
RÉFÉRENCES

- Attias-Donfut, C. (éd.) : L'enracinement. Enquête sur le vieillissement des immigrés en France. Paris 2006 (Armand Colin).
- Bizeul, D. : Le récit des conditions d'enquête. Exploiter l'information en connaissance de cause. *Revue française de sociologie*, n° 39, vol. 4, 1998, pp. 751-787.
- Bollini, P., Siem, H. : No real progress towards equity : health of migrants and ethnic minorities on the eve of year 2000. *Social Science and Medicine*, n° 41, 1995 pp. 819-828.
- Bolzman, C., Gakuba, Th-O et Minko, S. : Qualité de vie des personnes âgées issues de l'immigration africaine et latino-américaine (rapport de recherche). Genève 2015 (Haute école de travail social).
- Bolzman, C., Carbalajal, M., et Mainardi, G. : La Suisse au rythme latino : dynamiques migratoires des Latino-Américains : logiques d'action, vie quotidienne, pistes d'interventions dans les domaines du social et de la santé. Genève 2007 (Les éditions ies).
- Bolzman, C., Fibbi, R., Vial, M. : Les immigrés face à la retraite : rester ou retourner ? *Revue suisse d'économie politique et de statistique*, n° 3, 1993, pp. 327-384.
- Bolzman, C., Fibbi, R., Vial, M. : Les Italiens et les Espagnols proches de la retraite en Suisse : situation et projets d'avenir. *Gérontologie et Société*, n° 91, 1999, pp. 137-151.
- Bolzman, C., Fibbi, R., Vial, M. : La famille : une source de légitimité pour les immigrés après la retraite ? *Revue européenne de migrations internationales*, n° 17, vol. 1, 2001, pp. 55-78.
- Bolzman, C., Poncioni-Derigo, R., Vial, M. et Fibbi, R. : Older labour migrant's wellbeing in Europe: the case of Switzerland. *Ageing and Society*, n° 24, vol. 3, 2004, pp. 411-430.
- Dietzel-Papakyriakou, M. : Alter in der Migration. Die Arbeitsmigranten vor der Dilemma: zurückkehren oder bleiben ?, Stuttgart 1993 (Enke Verlag).
- Guillemard, A.M. : La retraite, une mort sociale. *Sociologie des conduits en situation de retraite*. Paris 1972 (PUF).
- Jovelin, E. et Mezzouj, F. : *Sociologie des immigrés âgés. D'une présence (im)possible au retour (im)possible*. Paris 2010 (Éditions du Cygne).
- Kabba, D. et Lul, S.A. : Elderly African immigrants in Minnesota: A case study of needs assessment in eight cities. *Education Gerontology*, n° 33, vol. 10, 2007, pp. 855-866.
- Patel, N. : Minority elderly care in Europe. *Country profiles*. Leeds et London 2003 (The Runnymede Trust).
- Piguet, E. : L'immigration en Suisse. 50 ans d'ouverture. Lausanne 2004 (Presses Polytechniques et universitaires romandes).
- Pitaud P. : L'accès des migrants âgés aux services. L'exemple du centre ville de Marseille : extrait d'une recherche-action. *Migrations santé*, 99/100, 1999, pp. 77-96.
- Sayad, A. : L'immigration ou les paradoxes de l'altérité. Bruxelles 1991 (Éditions Deboeck).
- Schaeffer, F. : Mythe du retour et réalité de l'entre-deux. La retraite en France ou au Maroc. *Revue Européenne des Migrations internationales*, n° 17, vol. 1, 2001, pp. 165-176.
- Scheib, H. : Ältere Migrantinnen und die Altenhilfe. Untersuchungsergebnisse zur Nutzung von Diensten und Einrichtung der Altenhilfe in Frankfurt a. M. *Zeitschrift für Migration und Soziale Arbeit*, 1995, pp. 46-51.
- Toullier A., Baudet, V. : Vivement la retraite ? *Plein droit*, n° 39, 1998, pp. 50-53.
- World Health Organization (Programme on mental Health). WHOQOL. *Measuring Quality of Life*. Geneva 1997 (WHO).

DES SOLEILS DES INDÉPENDANCES À L'ENFER DES ENFANTS SOLDATS : IMPLICATIONS POLITIQUES DE L'ŒUVRE DE KOUROUMA¹

■ BEDIERYÉ PARFAIT BAYALA

Les trois principaux romans de l'écrivain ivoirien Ahmadou Kourouma constituent une véritable trilogie qui nous plonge dans l'histoire sociopolitique des pays de l'Afrique moderne. Son premier roman, *Les soleils des indépendances* publié dans les années 1970 est une fable relatant le changement des rapports de force entre pouvoir traditionnel déclinant et nouveau pouvoir incarné par la République et le Président, Père de la nation et son parti unique dans un monde bipolaire, écartelé entre communisme et capitalisme. Le second publié à la fin des années 1980, *En attendant le vote des*



bêtes sauvages est une chronique historique et politique de la vie d'un chef d'État africain dans sa République bananière. Il décrit l'exercice et les coulisses de ce nouveau pouvoir avec un humour et un réalisme décapants. Quand au troisième ouvrage, *Allah n'est pas obligé*, publié en 2000, il s'agit du portrait sociopolitique d'un enfant-soldat, pur produit d'une Afrique embourbée dans une faillite générale et suicidaire. C'est la conséquence des choix et contraintes antérieurs opérés dans de nombreux pays Africains dit souverains mais dont la tutelle occidentale n'a jamais cessé.

Un fil conducteur relie donc ces trois livres : le pouvoir politique, les choix qu'il implique, l'impact et les conséquences sur le comportement et la vie des sujets, plutôt des peuples de ces nouveaux États africains émergés des tumultes géostratégiques de la dernière moitié du 20^{ème} siècle. Exilé en France, l'auteur, contemporain et témoin privilégié de cette époque, offre à la littérature en général et à la littérature africaine en particulier un précieux témoignage sur l'histoire politique africaine, conté dans un langage propre à l'oralité africaine dont il se réclame.

A la lumière de l'œuvre de Kourouma, nous aborderons dans cette analyse la genèse des États modernes africains, leur fonctionnement et évolution, ainsi que les crises caractéristiques de nombreux pays d'Afrique.

GENÈSE DES ÉTATS MODERNES AFRICAINS

La plupart des États d'Afrique sont une fabrication, un produit de l'expansion coloniale dont l'aboutissement fut la Conférence de Berlin de 1885. Arrivés au point où il n'y a avait plus rien à explorer ou à conquérir en terme de territoires, les grands empires coloniaux décideront à cette conférence de s'entendre pour se partager définitivement le gâteau africain. Les principales puissances de l'époque, la France et l'Angleterre, raflent l'essentiel, chacune gardant les territoires qu'elle possédait déjà. Portu-

Ahmadou Kourouma (image: <http://lachansondelacigale.blogspot.ch>).

gais, Allemands et Espagnols hériteront des restes, donnant ainsi naissance aux grands blocs politiques, géographiques et linguistiques que nous avons aujourd’hui, à savoir l’Afrique (ou les Afriques) anglophone, francophone et lusophone.

C'est de cet acquis colonial institué un demi-siècle plus tôt à la Conférence de Berlin que naîtront, avec les indépendances des années soixante, les États africains actuels. Mais avant d'en arriver là, il y eut moult péripéties de cette histoire politique qui s'egrainent tout le long de l'œuvre fictionnelle de Kourouma. Au début, les Européens débarquant de leurs navires ne s'intéressaient qu'aux côtes africaines le long desquelles ils implantèrent comptoirs et commerces. Après avoir écumé toutes les côtes, troquant pacotilles et fusils contre esclaves, or et autres produits exotiques expédiés en Europe et en Amérique, ils s'attaquèrent à l'intérieur du continent. A coup d'explorations, de guerres, de conquêtes et de traités de soumission déguisés en traités d'amitié, les grandes puissances coloniales réussiront à s'approprier de vastes territoires africains, d'un continent tout entier à coloniser. Explorateurs, militaires, ethnologues, commerçants, curés missionnaires et aventuriers de tout poil investiront ces espaces d'outre-mer, constituant ainsi l'avant-garde des conquêtes coloniales. Toute terre dont l'exploitation était rentable devint un espace à civiliser. Comme le formule si bien l'auteur, il fallait « civiliser pour exploiter ». La colonisation devint donc le porte-étendard de la civilisation universelle qu'il faut porter, de gré ou de force dans les confins de nombreux territoires à rallier à la sainte lumière des valeurs et intérêts occidentaux. Le Horodougou des princes Doumbouya² comme le pays des « paléonigritiques » du président Koyaga³ n'échapperont donc pas à la « civilisation » portée par cette avant-garde colonialiste.

Après la saignée de l'esclavage, l'armée coloniale usera, de gré ou par contrainte, des forces vives africaines, embigadées comme tirailleurs sénégalais dont la mission principale était d'asseoir et de protéger l'administration coloniale française, ses acquis

et ses intérêts, en réprimant toute révolte, toute insoumission à son égard. Dans En attendant le vote des bêtes sauvages, Tchao, le père du futur dictateur Koyaga, fut un bon tirailleur, un bon nègre ayant vaillamment combattu sur divers fronts sous le drapeau colonial français.

« Les français avaient observé avec leur perspicacité de civilisés, tous les gestes et comportements de Tchao à Dakar et à Verdun et même les avaient étudiés au moyen de statistiques [...] Tchao le montagnard avait su porter la chéchia rouge, se bander le ventre avec la flanelle rouge, enrouler autour de la jambe la bande molletière et chauffer la godasse. Il était parvenu sans grand effort à manger à la cuillère, à fumer la Gauloise [...] Le ministère des Colonies conclut souverainement que les hommes nus pouvaient être civilisés, christianisés, envoyés aux travaux forcés [...] Ils étaient économiquement exploitables, les civiliser étaient rentables. [...] Quand une conquête apparaît amortissable et rentable, ils ne tergiversent plus, se souviennent de leur mission d'instruire, de soigner, de christianiser⁴...» Ainsi, la férue « civilisatrice » déferla sur le pays des paléos, peuplade des montagnes qui deviendra avec les indépendances, la République du Golfe.

Tchao le père de Koyaga, de retour de l'armée coloniale – qui le décora pour sa bravoure et ses exploits sur les champs de bataille – eut la fâcheuse intention de s'émanciper et d'émanciper son peuple du joug colonial. D'un côté, quoique soutenu au sein de sa tribu, il avait attiré sur lui le courroux des ancêtres pour s'être laissé habiller au sein d'une communauté dans laquelle hommes et femmes ont toujours vécu nu. De l'autre, l'administration coloniale avait signé son anéantissement, car il avait réussi à infliger des pertes significatives à l'armée française qui, patiemment, n'a toléré aucune résistance. Il sera donc abhorré par cette France qu'il a servie, celle-là même qui l'a embigadé, étudié et converti pour mieux le soumettre. Tchao n'échappera pas à son tragique destin.

Mais le colonisateur ne se contenta pas de le jeter en prison et de le torturer à mort. « Les français, après s'être débarrassés de Tchao, une fois maîtres des montagnards, ne se contentèrent pas du prélevement de l'impôt de capitulation, du recrutement des tirailleurs, des travailleurs forcés, des catéchumènes : ils réclamèrent des écoliers. Ils exigèrent pour leurs écoles les fils des traditionalistes, des anciens combattants, des anciens champions de lutte, des héros chasseurs [...] Koyaga fut du lot des premiers recrutés et envoyé à l'école à l'âge de dix ans. »⁵ Désormais l'administration coloniale, l'armée, l'école et la sainte mission chrétienne, main dans la main, vont écrêmer et déstructurer les sociétés indigènes pour forger et produire le bon nègre subalterne dont la France aura besoin pour tenir et exploiter les immenses richesses et de ses possessions d'outre-mer.

Ironie de l'histoire, Koyaga fils de Tchao fera le même parcours mais eut la lumineuse idée de ne pas trop fâcher ses oppresseurs. Il restera un bon nègre, un soldat obéissant aux ordres de son maître blanc.

L'administration coloniale aura la cynique propension d'adopter et de façonnez à sa guise les descendants d'anciens notables, leaders indigènes et autres résistants à la pénétration coloniale, ceux-là même dont elle a impitoyablement brisé toute velléité d'autodétermination. Mais après l'expérience des tirailleurs à la Seconde Guerre mondiale, les défaites successives françaises dans les guerres d'Indochine et d'Algérie et l'ascension des USA capitaliste et de l'URSS communiste au rang de premières puissances mondiales rivales, l'indépendance des colonies françaises paraissait inéluctable. Il fallait donc trouver la meilleure parade pour évoluer sans changer, faire des concessions sans que les acquis et intérêts coloniaux français en pâtissent réellement. Lorsque la France, contrainte, se décide de décoloniser, un dilemme se posa alors, car il était impossible « d'intégrer le sous-continent noir dans l'ensemble français. » Il était également hors de question « de laisser ces vastes et riches territoires et les im-

portants investissements français à la merci des leaders africains. » C'est alors que le généralissime De Gaulle eut le génie d'« octroyer l'indépendance sans décoloniser ».⁶

Seuls les Africains ayant servi dans l'armée coloniale (qui fournit les éléments des embryons d'armées des États naissants) ou sortis des écoles françaises seront propulsés aux affaires des nouveaux États. La plupart des drapeaux, hymnes et discours instituant ces pays seront créés, composés et rédigés le plus souvent par le colonisateur lui-même. On comprendra alors l'aisance avec laquelle la France édulcora les indépendances, tirant désormais de l'ombre les ficelles politiques et économiques des ses ex-colonies à la tête desquelles elle a su placer de gré ou de force ses fidèles serviteurs. L'auteur illustre brillamment la fameuse Communauté française qui a brièvement précédé les indépendances africaines. La France avait « octroyé l'égalité sans modifier d'un cauri les autres règles et pratiques de la discrimination. Elle avait attribué des sièges au sein de ses assemblées à tous les agitateurs nègres sortis de l'école William-Ponty. »⁷ La bonne trouvaille du général De Gaulle avait été cette création de la Communauté française avec ses meneurs nègres lorsqu'ils furent acclimatés aux bords de la Seine et redoutaient le retour immédiat et définitif dans leur brousse natale ».⁸

L'assimilation se confondant à l'aliénation, ces nègres instruits, au lieu d'être l'embryon porteur et moteur d'une vision et d'une construction originale de l' État africain, se sont avérés être les serviteurs d'une indépendance factice qui les maintient toujours sous le joug de l'ancienne métropole colonisatrice. Certes, d'autres Africains ont essayé de construire une souveraineté réelle et ont incarné un espoir d'une Afrique unie, forte et réellement indépendante. Mais comme l'ancien colonisateur ne l'entendait pas de cette oreille, ces leaders affublés de communistes et des pires attributs ont été tous, sans exception, anéantis, assassinés ou retournés, reniant leur conviction pour participer au changement dans la continuité de la suprématie locale des intérêts de l'ex-puissance coloniale.

Généralement la Communauté française parvenait « à faire plébiscité comme chef de gouvernement, l'élu de la colonie que le général De Gaulle avait préféré et dont les paroles ne juraient pas trop avec la thèse colonialiste de l'infériorité du Nègre voleur et paresseux. » Dans tous les territoires de la Communauté française – hormis la Guinée qui dira non à cette assimilation –, ce fut le préféré du général de Gaulle qui proclamait l'indépendance, parfois en dépit de sa propre volonté (comme c'est le cas de la Côte d'Ivoire). Il présentera « le drapeau [que la France] lui avait conseillé comme emblème de la nation », chantera « l'hymne qu'elle lui avait composé ». Et se proclamera « Président rédempteur, Père de la nation et de l'indépendance ».

Mais cette tragi-comédie ne s'arrêtait pas là. Pour affirmer la plénitude de sa pseudo souveraineté naissante, « de Gaulle dépêchait une Caravelle pour cueillir le nouveau chef d' État ». Un séjour s'imposait à Nice où « des maîtres de cérémonies enseignaient au nouveau Président et surtout à la Présidente les indispensables rudiments du savoir-vivre qu'il fallait posséder pour évoluer dans la cours élyséenne de de Gaulle. » Et pour parfaire le tout, à la face de la communauté internationale « à New York, le nouveau président lisait devant l'assemblée générale des Nations Unies, un discours préparé par l'ambassadeur de France à l'ONU. Les représentants des deux mondes unanimes – communistes et capitalistes – applaudissaient l'admission du nouvel État à l'ONU ».⁹ Ainsi naîtront la plupart des États d'Afrique francophone.

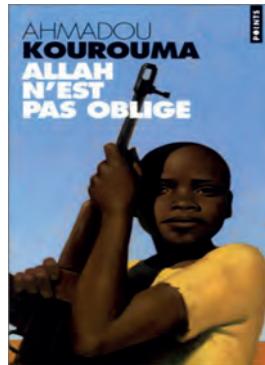
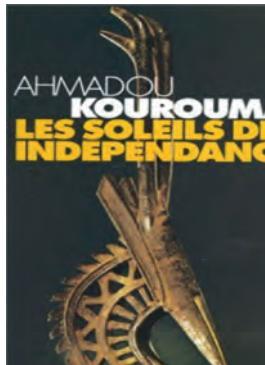
Mais comme il ne suffit pas de créer un État sans fondement endogène, il fallait constituer le fonds idéologique et historique qui légitime les nouveaux chefs d'États, leurs projets de société – quand ils en ont – et leur conduite des affaires publiques. Le Président rentré dans son pays proclamait alors le Parti Unique et le développement avec l'aide et coopération de l'ancienne puissance coloniale. Quand aux intellectuels du nouvel État « en quête de charges d'ambassades », ils « s'affairaient pour donner une légitimité historique au Président. Ils componaient des hagiographies, écrivaient des poèmes que les enfants des écoles chantaient ». Les artistes musiciens « produi-

saient des airs sur les milles exploits du Père de la Nation, le héros qui arracha des griffes des monstrueux colonisateurs la souveraineté de la terre des aïeux ».⁹ Ainsi naîtront et se légitimeront de nombreux Chefs d' États africains parmi les pires dictateurs que le continent ait connus.

Bedieryé Parfait Bayala, Burkinabé de provenance est instituteur, écrivain, journaliste, polygraphe domicilié à Genève où il poursuit un master en sciences de l'éducation (FA). L'article est basé sur son intervention au Colloque Kourouma qui s'est tenu au Salon du Livre de Genève le 28 avril 2005. Contact : pbayala@burkinalivres.org.

NOTES

- ¹ Il s'agit ici d'un regard sur trois romans de Kourouma: *Les soleils des indépendances*, *En attendant le vote des bêtes sauvages* et *Allah n'est pas obligé*. Son deuxième roman *Monnè, outrages et défis* ne fait pas objet de ce compte rendu.
- ² Fama, personnage principal dans *Les soleils des indépendances*, est le dernier descendant des princes Doumbouya du Horodougou incorporé dans la nouvelle République des Ebènes (Côte d'Ivoire). Il vivra fauché, dépossédé des ses attributs princiers par l'administration coloniale. Il meurt ruiné et désabusé dans l'indifférence générale des indépendances dont il connaîtra les affres et les geôles du parti unique.
- ³ Koyaga (probablement Eyadema dans la réalité), personnage principal d'*En attendant le vote des bêtes sauvages*.
- ⁴ *En attendant le vote des bêtes sauvages*, p.16
- ⁵ op. cit. p.21
- ⁶ op. cit p.81
- ⁷ L'école coloniale William Ponty au Sénégal est le creuset de la quasi totalité des leaders politiques – hormis ceux issus de l'armée coloniale – que la France a hissés à la tête de ses anciennes colonies nouvellement indépendants. Les premiers intellectuels et lettrés de l'Afrique francophone sont également issus de cette école pour la plupart.
- ⁸ p.82
- ⁹ p.83
- ¹⁰ p.84



RECHERCHE • FORSCHUNG • RESEARCH

TRACKING HUMANS IN PRE-COLONIAL WEST AFRICA: A BIO-ARCHAEOLOGICAL STUDY IN THE DOGON COUNTRY (MALI)

■ ANNE MAYOR, NONHLANHLA DLAMINI & IRKA HAJDAS

This research, funded by the Swiss National Science Foundation (01.10.2016–30.09.2018), aims to investigate the dynamics of what life was like during pre-colonial times for pre-Dogon and early Dogon people from the Bandiagara Escarpment in the Republic of Mali. The work forms part of a large body of research led by the Laboratory “Archaeology and Population in Africa” (APA) at the University of Geneva, concerned with the reconstruction of settlement history and the emergence of social complexity during the last two millennia.

Our research plans to adopt a new approach combining bio-anthropological, bio-chemical, chronological, and archaeological data to unravel the history of the peopling of the Niger Bend. We will explore themes such as population relatedness, geographic origins and mobility patterns of people, dietary continuity or change, economy, diseases, and evolution of funerary practices. To do so, we employ different methods including dental anthropology, stable isotope analyses (of carbon, nitrogen, and strontium), and palaeo-microbiology. Numerous AMS radiocarbon dates will also be processed from the human skeletal remains to establish the use of the different burial caves through time, as well as to detect possible epidemic events.

This study will also test the hypothesis of a non-continuous pattern of settlement in the Dogon country as suggested by the Toloy-Tellem-Dogon chrono-cultural sequence proposed by Bedaux (1972) and others. It asks: Are the pre-Dogon communities representative of culturally distinct groups of people that succeeded and replaced one another until the arrival of the Dogon in the 16th century AD? This sequence, which has been left unchallenged for more than 40 years until recently (Mayor et al. 2014)

consisted of three phases: a “Toloy” occupation during the 3rd-2nd centuries BC, a “Tellem” occupation from the 11th to 15th centuries AD and a Dogon occupation after the 15th century AD.

Chronologically, our previous research has shown the existence of sites dating from the 1st millennium AD in the Dogon country; a period previously considered a cultural gap between Toloy and Tellem cultures (Mayor et al. 2005, 2014, Huysecom et al. 2015). During the first millennium AD, occupations are important both on the plateau (ritual, settlement and metallurgical sites) and in the Escarpment (burial sites) as well

Human cranium from cave C (Dogon Country) studied at the Museum of Ethnology, Leiden (picture: Nonhlanhla Dlamini-Stoll).



as in the Seno Plain (ritual, metallurgical, and settlement sites). In the Escarpment, a refined chronology established using radiocarbon dating of 20 straw pieces taken from the building walls in Pégué A and Dourou-Boro, shows that an architecture made of clay coils has been used for almost 1,800 years (500 BC to 1400 AD), bearing witness to an impressive local cultural evolution. Various elements lead us to believe that these were primary funerary structures and not granaries reused as graves (Mayor et al. 2014), as previously reported in Bedaux (1972).

Situated at the interface between the Sahel and savanna zones, and part of the UNESCO cultural and natural world heritage, the archaeology of the Bandiagara Escarpment has revealed a long sequence of about 2,500 years of pre-historical occupation. The region has witnessed the emergence of social complexity along with constant interactions with groups of people from different cultural spheres (Mayor 2011, Mayor et al. 2014). These results shed light on the Dogon country in a new way indicating that this area was a zone of constant flow and interaction of people, skills and expertise for over two millennia. They lead us, therefore, to abandon the old concepts of "Toloy" and "Tellem" in favour of the more general term of pre-Dogon people.

STUDIES OF HUMAN SKELETAL REMAINS IN MUSEUM COLLECTIONS

Following the pioneering studies of the Dutch team in the Bandiagara Escarpment, and our research conducted since 1997, other questions concerning the mobility of pre-Dogon populations, their geographical origins and identities, as well as how their life ways have developed. This project focuses its attention on the human remains collected during the previous projects and accessible in curating institutions. To date, we have collected data and samples from 220 individuals housed at the Museum of Ethnology in Leiden, at the Institute of Humanities in Bamako, and at the Museum of Man in Paris. The samples include 84 cranial bone pieces for AMS radiocarbon dating, 214 dentin samples for carbon and nitrogen isotope analyses, and 165 enamel samples for strontium analyses.

We have studied the dental morphology of the pre-Dogon and Dogon human remains as a means to shed light on people's origins and biological relatedness. Data from dental diseases used to track dietary continuity or change, in combination with stable carbon and nitrogen isotopes, are being studied. The stable isotopes, currently being analysed at the University of Cape Town, are also used to facilitate investigations on the geographic origins and movement patterns of these past people. Finally, all the bone samples for AMS 14C dating are being processed at the ETH Zürich.

With the use of strontium isotope analysis ($87\text{Sr}/86\text{Sr}$), we plan to analyse the tooth enamel apatite samples obtained in order to evaluate geographic origins and migration patterns. Among other palaeo-microbiological investigations, we are interested to explore whether the bubonic plague (*Yersinia pestis*) reached this part of the Western Sahel. The second pandemic of the bubonic plague expanded from 1346 to 1353 and may have reached sub-Saharan Africa. This hypothesis has risen from our observation of a general abandonment of settlement sites around this period in numerous places of West Africa, previously inhabited for centuries (Mayor 2011, Chouin 2013, Huysecom et al. 2015). Our final step will be to confront all analytical data with archaeological and palaeoenvironmental data collected in the framework of our previous research to build a coherent picture of the dynamics of behaviours in pre-colonial West Africa.

MOTIVATION AND IMPETUS OF THE RESEARCH

The interests of this multidisciplinary project lie in the continuation of our efforts of twenty years of research aimed at reconstructing the history of West African pre-colonial populations, using a new methodology. Although anchored in the past, this project addresses topics relevant to today's societies of Mali, correcting the often simplistic views of their history. Finally, the use of museum collections overcomes the distressing news of the country and allows to continue research beyond its borders.

PRINCIPAL INVESTIGATOR:

Anne Mayor, Senior Lecturer and Africanist archaeologist in the Laboratory Archaeology and Population in Africa (APA), Department of Genetics and Evolution, Anthropology Unit, University of Geneva

CO-INVESTIGATOR:

Irka Hajdas, Senior research scientist, Laboratory of Ion Beam Physics, ETH Zürich

PRINCIPAL COLLABORATOR:

Nonhlanhla Dlamini, Post-doctoral fellow and biological anthropologist in the Laboratory Archaeology and Population in Africa (APA), Department of Genetics and Evolution, Anthropology Unit, University of Geneva

FURTHER COLLABORATORS:

Maria Belen Röttig, laboratory assistant at the Laboratory of Ion Beam Physics, ETH Zürich

Judith Sealy, Professor and SARChI Research Chair in Stable Isotopes in Archaeology and Palaeoenvironmental Studies, University of Cape Town

Rogier Bedaux, Professor (emeritus) and former curator of the National Museum of Ethnology, Leiden

CONTACT:

Dr Anne Mayor, anne.mayor@unige.ch

REFERENCES CITED

- Bedaux RMA : Tellem, reconnaissance archéologique d'une culture de l'Ouest africain au Moyen-Age: recherches architectoniques. *Journal de la Société des Africanistes*, 42(2), 1972, 103–185.
- Chouin, G. : Fossés, enceintes et peste noire en Afrique de l'Ouest forestière (500-1500 AD). Réflexions sous canopée. *Afrique: Archéologie & Arts* 9, 2013, 43-66.
- Huysecom E., Ozainne S., Jeanbourquin C., Mayor A., Canetti M., Loukou S., Chaix L., Eichhorn B., Lespez L., Le Drezen Y. & Guindo N. : Towards a better Understanding of Sub-Saharan Settlement Mounds before 1400 AD: the tells of Sadia on the Seno Plain (Dogon Country, Mali). *Journal of African Archaeology*, 13(1), 2015, 7-38.
- Mayor A. 2011. Traditions céramiques et histoire du peuplement dans la Boucle du Niger. Frankfurt: Africa Magna Verlag (Journal of African Archaeology Monograph Series 7).
- Mayor A., Huysecom E., Gallay A., Rasse M. & Ballouche A.: Population dynamics and Palaeoclimate over the past 3000 years in the Dogon Country, Mali. *Journal of Anthropological Archaeology* 24, 2005, 25-61.
- Mayor A., Huysecom E., Ozainne S., & Magnavita S.: Early social complexity in the Dogon Country (Mali) as evidenced by a new chronology of funerary practices. *Journal of Anthropological Archaeology* 34, 2014, 17-41.

THE DEVELOPMENTAL STATE STRIKES BACK? THE RISE OF NEW GLOBAL POWERS AND AFRICAN STATES' DEVELOPMENT STRATEGIES

■ GUIVE KHAN & DIDIER PÉCLARD

With the arrival of new players such as China and other emerging economies, the developing landscape is changing. Our R4D project, started in September 2016, addresses the question whether the African states are able to take the lead on the planning of development programmes and if the new players represent alternative models.

BACKGROUND

This project proposes to study the place and role of African states in the context of a changing development landscape at the global level as well as on the continent. Our reflection builds on two interrelated observations: (a) since the end of the Washington consensus, new paradigms in the field of international development are emerging, whereby the state is given a more important role as driver of development; (b) thanks to unprecedented levels of economic growth and a diversified donor and investor landscape, African states are in a position to increase their room for manoeuvre and are thus able to play a more central role in the definition of their development agendas. In this project, we put the development strategies of African states at the centre of the analysis. We interrogate how they react to and appropriate changes in development policies at the global level as well as the arrival of new players such as China and other emerging economies on the development scene. We also ask whether and to what extent the strategies of African states in this new setting are conducive to long-term changes in terms of social and human development, or whether they tend to reproduce and reinforce established power relations. We thereby bring a new perspective to both academic and policy debates on the topic.

OBJECTIVES

This project is structured around three sets of research questions corresponding to three different levels of analysis.

1. NEW DEVELOPMENT DISCOURSES:

At the macro level, we seek to understand the ongoing shift in international development discourses and policies, questioning in particular how the state is (re-)emerging as an engine of development. The transition away from the Washington consensus has been the object of a growing body of literature. The following research questions will guide our macro level analysis: How is the transition away from the Washington consensus playing out in global development discourses and policies? Does the arrival of China and other emerging global powers on the global development scene have an impact on these changes? How influential is the Chinese 'high modernist' development model on the design and implementation of developmental plans and strategies in Africa? How do African states conceive of their modernising role in this new context?

2. NEW ACTORS, NEW WAYS OF FINANCING AND NEW PRACTICES OF DEVELOPMENT:

At the meso level, we aim to capture the diversification of African practices of development over the past ten to fifteen years in two dimensions. On the one hand, in our countries of focus, we will study how African governments implement their development strategies taking into account the multiplicity of global players that open new opportunities for material or financial support. What kind of influence do the type and the condition of funding have on the actual development strategies? Are African states able to take the lead on the planning of development programs by playing out the competition between 'new' and 'traditional' global players and the increase of their own financial support? Do China and other emerging global powers represent alternative models of development? How are development experts influenced by these models?

3. NEW PROJECTS AND DEVELOPMENT GOVERNANCE:

Finally, at the micro level, we concentrate on development projects in the two partner countries. By focusing on a few major infrastructure projects we will be able to better understand national development strategies from below. We will consider these projects both in their obvious infrastructural dimension and as symbols of a particular vision of development. Are they just an engine of economic growth in a development strategy articulated with industrial or pro-growth policies? What are their other dimensions – political, symbolic, rhetorical? By studying the history (conception, funding, realisation) of these projects we will be able to understand the real meaning of the discourse on emergence. To this end, we will answer the following research questions: What kind of effects does the return of the developmental state model have on governance structures and power relations in Africa? To what extent are economic growth policies and investment strategies driven by a developmental agenda? What are the links between the return of the developmental state and the construction of legitimacy for African states and regimes, both nationally and on the international scene?

RELEVANCE

Contrary to prevailing perspectives and analyses on the changing nature of development in Africa primarily seen through the lens of IFIs, Western donors and emerging powers (BRICS), our project seeks to understand changes in development trajectories from the point of view of African states. We argue that in the new context of development in Africa, the consideration of African states' agency in response to these changes is critical, as their space to define and shape their development agendas seems to have increased. It is by shedding light on agency and by exploring development strategies of African states that our research aims to make an impact. Our project will capture in detail the changes in donor landscape and aid flows as well as the diversification of development models in light of the arrival of 'new' donors (BRICS) with a focus on China based on its relative influence on the African continent. By engaging with ministries for planning and development planners as well as with actors in the private



Construction of the new parliament building in Luanda, Angola (picture: Didier Péclard 2012).

sector (business associations, chambers of commerce, etc.) our research will uncover considerations and motivations of African states to pursue a specific developmental path and provide insights as to the relative importance of donors, investors and aid flows. With the synthesis of our findings we ultimately aim to provide a basis for new ways of intervening for development and of delivering pro-poor policies more effectively. Through the provision of knowledge, we envision creating greater awareness of the diversification of the global aid and development architecture and its consequences among policy makers and practitioners both locally and internationally. We ground this vision in the assumption that economic growth does not necessarily translate into change in the livelihood of the majority of the population and that good governance is insufficient to address the risks of personal and group enrichment leading to increased

inequalities. Based thereon, we will contribute to a more differentiated understanding of power relations and their institutionalization in many African countries, which in turn will sketch potential ways in which practitioners and policy makers and their institutions could account for issues of power relations.

GEOGRAPHIC SCOPE

- Cameroon: primary case study
- Côte d'Ivoire: primary case study
- Angola: secondary case study
- République Démocratique du Congo: secondary case study

RESEARCH CONSORTIUM

- Antoine Kernen, Université de Lausanne, Switzerland. Antoine.Kernen@unil.ch
- Didier Peclard, Université de Genève, Switzerland. Didier.Péclard@unige.ch
- Francis Akindes, Université Alassane Ouattara (Bouaké), Côte d'Ivoire.
- Fabien Nkot, Université de Yaoundé, Cameroon.

FURTHER INFORMATION:

<http://www.r4d.ch/modules/thematically-open-research/new-global-powers-in-africa>

Copper in Kansanshi Mine, Solwezi, Zambia (picture: Rita Kesselring, 2015).

VALUEWORKS: EFFECTS OF FINANCIALIZATION ALONG THE COPPER VALUE CHAIN

■ RITA KESSELRING

Financialization – the growing influence of financial markets and institutions on national and international economies – has profoundly changed the global commodities trade (UNCTAD 2015) and strongly affects how wealth is produced and distributed (UNCTAD 2011). As a result of financialization, markets in commodities are partially de-linked from material conditions of production and use and re-linked to portfolios of financial instruments (Thomson and Dutta 2015, 23). In this project, we examine how these recent changes in commodity trade affect social dynamics at the different nodes of a global value chain.



A CASE STUDY:

We follow a single commodity – copper – from the mining pits in one of the major copper producing countries, Zambia, through towns and harbours on African transport corridors to the sites of industrial production and recycling in China. This heuristic focus on one specific commodity enables us to study consequences of financialization beyond the trading centres while doing justice to the complexity of local contexts. Switzerland is host to major financial intermediaries and is one of the most important platforms for commodity trading worldwide. Political decisions on regulation and taxation along with economic decisions by trading firms and investors taken in Switzerland have consequences for local lives elsewhere. We will analyse both direct and indirect consequences of Switzerland's new role by comparing two different segments of the global production networks for copper.

A COMPARATIVE APPROACH:

We will compare copper mined by publicly traded companies, exported from Zambia to Switzerland and traded by Swiss firms with copper mined by Chinese state-owned enterprises in Zambia and sold directly to (equally mostly state-owned) Chinese producers. While Swiss trading firms do not play any direct role here, their existence changes the market environment and has indirect consequences. This bifurcation between classic commodity exports driven directly by the needs of manufacturers and financialized copper trade with Swiss intermediaries makes Zambian copper an ideal case for studying the consequences of financialization.

OBJECTIVE:

By comparing these two ways of trading and the consequences they have for different places along the value chain, we aim to: (1) provide a better understanding of the direct and indirect consequences of financialized commodity trade on local life

worlds and (2) contribute to better regulation and oversight of the sector in order to move towards more ethical trading systems conducive to the vision of sustainable development.

METHOD:

To reach this goal, we combine anthropological research by experts positioned at specific nodes along the value chain with systemic analyses of financialization and global production networks from economic, managerial and policy perspectives.

INFO:

The project is funded by SNIS, the Swiss Network for International Studies and runs from January 2017 to December 2018.

The project lead is at the University of Basel with Dr Rita Kesselring who is also the co-ordinator of the project. Dr des Stefan Leins (Social Anthropology, University of Zürich) is the co-coordinator.

Principal members are Yvan Schulz (University of Neuchâtel), Dr Ganga Jay Aratnam (University of Basel), Prof Gregor Dobler (University of Freiburg), Dr Christian Busse (ETHZ), SAIPAR (Southern African Institute for Policy and Research, Lusaka), UNRISD (Geneva), Stefan Leins and Rita Kesselring.

Associated members are the Berne Declaration / Public Eye, SOLIDAR, Prof Ellen Hertz (University of Neuchâtel), Swiss ADR / KEESA, and Dr Wilma Nchito (University of Zambia).

MAKING THE CITY: AGENCY, URBANITY AND URBANISATION IN ORDINARY CITIES

Current research on urbanisation in the Global South lingers between complaints about the ungovernability of mushrooming cities and the appraisal of urban inventiveness. Comparative approaches that consider and reflect both the agency of the actors and the city as a structured setting are still rare and almost non-existent in urban anthropology. This project aims at overcoming this impasse by comparatively looking at actors and their agency in four cities. It asks how urbanites make their cities as social, cultural and architectural spaces; how and in what contexts they encounter or distance themselves from others; how they engage in the formation of social spaces across cityscapes; and how these cities are transformed by such practices. It presumes that the formation of urbanity is a dialectical process that is equally based on the agency of the actors; their perception and conception of urban space and their imagination of the social, as well as on the structured social and material environment that is simultaneously shaped by them.

Funded by the Swiss National Science Foundation the project compares the formation of urbanity in Goma, DR Congo; Cartagena de Indias, Colombia; Johannesburg, South Africa; and Yaoundé, Cameroon. Long-term field research is conducted by Profs. Till Förster and Manuel Herz, two postdoc researchers, Barbara Heer and Silke Oldenburg, and two PhD students conjointly with partners and MA students from Basel and our partner institutions. The project aims at elaborating a balanced understanding of urbanity and urbanisation and contributes to general debates in urban studies on how to frame the urban and its specific sociality. It will lead to a deeper theorization of urbanity and the formation of urban space in general and is a building block of the new Urban Studies program at the University of Basel.

INFO: Dr Barbara Heer, barbara.heer@unibas.ch

PARTICIPATION IN SOCIAL HEALTH PROTECTION: AN ANTHROPOLOGICAL CASE STUDY IN TANZANIA

Since 2010, the International Labor Office, the World Bank and the World Health Organization have launched a Social Health Protection initiative to alleviate the financial burden caused by health care costs and thus reach Universal Health Coverage. As anthropologists, we share the concerns about staggering health care costs. At the same time, we are critical of the massive efforts to induce participation in social health protection interventions. Do these efforts obscure or perhaps even destroy people's omnipresent but less visible strife for social participation in family and kin networks and self-organized groups to protect their health and improve their life condition? Tanzania presents a particularly interesting case for such a study because of her long engagement with changing forms of participatory development and the government's current aspiration to transform Tanzania into a middle-income country with a national health insurance.

INFO:

The project lead is with Prof. Brigit Obrist, Social Anthropology, University of Basel. Case studies will be carried out by Melina Rütishauser and Iddy Mayumana. The project runs from January 2017 to December 2019 funded by the Swiss National Science Foundation.

CONTACT:

Prof Dr Brigit Obrist, obrist@unibas.ch

BEYOND BOOKS – STUDENTS LEARN FROM SOUTH AFRICANS

■ TANJA HAMMEL

What is South African history and who can write it? If we go to Grahamstown/Makhanda in South Africa's Eastern Cape, for instance, scholars since the 1980s have realized that in order to write the history of the Frontier Wars one cannot ignore the oral transmission of history in Xhosa culture, as Jeff Peires and Julia C. Wells among others have shown. But both these authors are outsiders to Xhosa culture. To this very day much remains to be done also in other parts of South Africa. Aware of this fact and the importance this has for understanding South African historiography I aimed to immerse my young students, many of whom having never learned about South African history before, with the history of history productions in the discipline as well as in public spaces in South Africa.

In the course "Productions of Histories in South Africa" offered at the Department of History, University of Basel, students gained a long term perspective of colonial, apartheid and post-apartheid South Africa in different areas from texts, presentations and discussions. We started out learning about museums from Tony Bennett and the production of history and silences from Michel-Rolph Trouillot. Then we gained an overview of how museums evolved in South Africa and what were the key events since 1820. Then we focused on individual cases in groups. Students had the unique chance to conduct Skype interviews with experts on the productions of histories in South Africa. One group closely worked on the way the District Six Museum (D6M) in Cape Town has evolved and created its exhibitions. Students had the chance to spend time discussing their questions with Chrischené Julius, the museum's collections manager and to talk to the trustee of the D6M, Professor Ciraj Rassool from the University of the Western Cape who visited us during his research period at the Internationales Kolleg Morphomata, University of Cologne. Another group did research on the Lwandle Mig-



Display of street signs from the bulldozed District Six (picture: District Six Museum, Cape Town).

rant Labour Museum, 40 kilometres from Cape Town. They were given a tour through the museum via Skype and gained additional insights to their reading (Leslie Witz, Noéleen Murray, Vusi Buthelezi, Bongani Mgijima) from its curator Masa Soko. Another group worked on the repatriation of human remains and had the chance to meet and interview Professor Ciraj Rassool, who has published intensively on the topic and is part of the Human Remains Repatriation Advisory Committee of the Department of Arts and Culture. The fourth group worked on the Egazini Outreach Project, an art project in Grahamstown/Makhanda and talked with Mbuleli Mpokela, who is a public historian, involved in projects around Egazini, librarian and a township tour guide.



The Egazini Outreach Project in Grahamstown's Joza township is, ironically, housed in the former police Internal Stability Unit headquarters (picture: Egazini Outreach Project).

The last group intensively worked on artist Mikhael Subotzky and how his art works as an intervention into current narratives about South Africa's past. To contextualise and better understand his first film *Moses and Griffiths* (2012) set in Grahamstown, they talked with Mbuleli Mpokela, Patrick Grogan, born and bred in Grahamstown and PhD-student in Basel as well as members of the Subotzky Studio.

Students share their group work on a blog that is called: <http://sahistoriesbasel.ch>. The broad title of the blog was consciously chosen in hope of future courses sharing their insights as well and continuing discussions beyond the classroom. For those who take the effort to translate their posts or parts thereof in English exchange continues, such as in the case of the group that focused on the Lwandle Migrant Labour Museum and its Facebook group "We Love Lwandle Migrant Labour Museum" which shared their post.

The Facebook group of the Lwandle Migrant Labour Museum shared the post of the students thereby continuing the discussion beyond the class room.

We Love Lwandle Migrant Labour...
E Öffentliche Gruppe

DISKUSSION Mitglieder Veranstaltungen Fotos Dateien

Tritt dieser Gruppe bei, um zu posten und zu kommentieren. + Gruppe betreten

NEUSTE AKTIVITÄTEN

Mesa Soko
26. September um 00:51

the following is a blog by Swiss students from the University of Basel who wrote an essay about Facebook as a historical source and the Facebook-Group of the Lwandle Migrant Labour Museum was used as an example:

South African Histories – Geschichtsproduktionen in Südafrika
September 7, 2016/September 21, 2016 Facebook als Historische Quelle – Quellenkritische Analysen anhand der 'We love Lwandle Migrant Labour Museum' –... SAHISTORIESBASEL.CH

Gefällt mir Kommentieren Teilen
Abul Waaged Charles gefällt das.
2 weitere Kommentare anzeigen
Nolleen Murray Excellent work Mesa Soko
Gefällt mir 26. September um 04:51

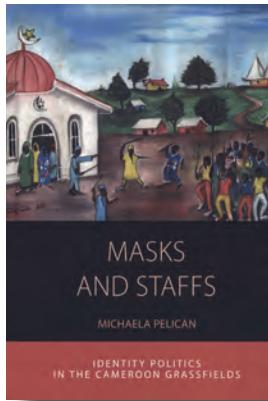
We would like to use this opportunity to thank all our partners in conversation who enriched our learning tremendously and we hope discussions will long continue.

Tanja Hammel is a PhD candidate in African History at the University of Basel. Contact: tanja.hammel@unibas.ch.

PUBLICATIONS • PUBLIKATIONEN • PUBLICATIONS

COMPTE RENDU : POLITIQUES IDENTITAIRES AU CAMEROUN

■ OUSMANOU ADAMA



L'ouvrage qui fait l'objet de notre recension est intitulé *Masks and Staffs* ; sous-titré « *Identity Politics in the Cameroon Grassfields* ». La problématique centrale du présent ouvrage porte sur le facteur de l'ethnicité dans un contexte de conflit, les mécanismes de coexistence pacifique et d'intégration dans un environnement culturel hétérogène. Michaela Pelican oriente son analyse sur les mutations et passerelles stratégiques individuelles et grégaire sous le prisme du discours politique national et international sur les questions des minorités. A travers une méthode analytique dudit discours politique, elle met en rapport le discours national et international d'une part, et d'autre part à

travers une approche discursive, elle examine les stéréotypes ethniques en mettant en exergue le caractère ethnique plutôt qu'économique des conflits agriculteurs-éleveurs en cours à Misaje, Grassfield, Cameroun. Elle s'érige contre toute conception d'ethnicité comme étant conflictogène et suggère la prise en compte des dimensions instrumentales et économiques de la question selon les circonstances de compétition d'accès aux ressources, au foncier ou à la promotion sociale dans un contexte de démocratisation. Toutefois, au-delà de l'observation participative, l'auteure intègre également l'approche normative et pluridisciplinaire.

En subdivisant cet ouvrage en sept chapitres, l'auteure reste constante quant à l'appréhension de l'ethnicité et ses corolaires identitaires comme facteur de différenciation : « *ethnicity is seen as essentially relational and processual* » (5). S'appuyant sur les pionniers comme Schlee, l'auteure s'emploie sur le cas d'espèce des Grassfields à analyser le modèle de relations interethniques sous le prisme d'intégration et/ou de conflit dans un contexte socio-économique et politique en perpétuelle mutation. « *It considers whether economic diversification promotes mutual understanding and social integration or engenders competition and conflict* » (7). Ce qui permettra de comprendre l'ethnicisation des compétitions interethniques consécutives à la crise économique à l'aune de l'ouverture démocratique au Cameroun. C'est dans ces conditions que les leaders politiques ont exacerbé les différenciations ethniques pour leurs intérêts économiques et politiques. L'auteure ne perd pas de vue en dernier ressort les « stratégies » de conciliation, de compromission, de médiation locale et nationale inspirées des discours politiques internationaux. Thématiquement, l'auteure organise l'ouvrage sous forme d'autodétermination et d'affirmation ethnique (chap. 1, 2) ; de processus de migration et de sédentarisation des Mbororo, Hausa avec son corollaire d'exacerbation de relations interethniques (chap. 3, 4), entre allogènes et autochtones (Bessa, Nso...) (chap. 4) avant de finir par les méthodes traditionnelles de résolution des conflits (chap. 7).

L'auteure a eu le mérite de se pencher sur la question de la gestion de l'ethnicité au Cameroun en ce sens que l'instrumentalisation de l'identité dans le microcosme de Misaje, sans être généralisante, est un cas type d'étude des relations interethniques au Cameroun avec ses corolaires de lutte de positionnement, d'émergence, d'affirmation, de marginalisation, de compétition pour la promotion sociopolitique et économique. L'auteure touche aux problèmes d'intégration et d'unité nationale prônées par Ahidjo et dont la démocratisation a remis en cause notamment avec la compétition ethnique

entre autochtones et allogènes (Bessa, Nso, Mbororo, Hausa). Cette différentiation ethnique cristallise les identités et la conception de l'autre: « The specific character of Hausa ethnicity in the Grassfield comes to the fore when compared to Mbororo and Grassfielder conceptions of their ethnic identities (...) the three groups differ considerably in the ways they view themselves and their relationship with each other » (158).

L'analyse de l'auteure de la conversion ethnique et religieuse pose la question du conflit en soi entre être Bessa, Nso de Misaje et être musulman. Or si les Hausa et les Peuls ont introduit l'islam dans la région de Misaje, tous ne sont pas musulmans alors que leur identité est inséparable de celle de cette religion comme marqueur identitaire différenciant dans la région. L'auteure parle de l'islam en tant que réalité quotidienne et pratique religieuse : les termes « Musulmans » et « islam » ne sont pas interchangeables. « Grass-fielders who convert to Islam are faced with the quandary of managing their belonging to two partly overlapping, partly exclusive social contexts. Some converts have difficulties in accepting their Grassfields background alongside their Muslim identity » (175).

Etre musulman (cas de Karimu et de Amina) fait référence à l'appartenance à une communauté de croyants dans toute sa diversité, alors que l'islam désigne un système confessionnel et une tradition religieuse dynamiques, qui évoluent et présentent de multiples facettes. Ni l'une ni l'autre de ces notions ne doit être « essentialisées ». « Yet, from a Muslim perspective being a Muslim does not require the exclusion of other, ethnic or social identities... » (175). Dans cette optique, la présente étude s'inscrit également dans le cadre de l'histoire politique et culturelle du Cameroun. L'auteure étudie la religion musulmane dans sa capacité à recomposer les identités ethniques (Bessa, Nso, Hausa, Mbororo de Misaje) dans un environnement marqué par des enjeux politiques et économiques divers. C'est pourquoi l'auteure utilise l'islam simplement à titre référentiel et fonctionnel aussi bien dans son sens personnel de religiosité que dans son sens institutionnel des dénominations dont les enseignements et les croyances renforcent cette religiosité dans sa zone d'étude.

L'histoire religieuse demeure assez féconde dans la mesure où les données idéo-religieuses régissent les relations interethniques et politiques (Fulbeization, Hausaization) (178): l'islam est demeuré un facteur de déstabilisation des sociétés traditionnelles fortement ethniciées, un facteur de recomposition ethnique et un marqueur religieux. C'est ainsi que la religion apparaît comme un mode opératoire et dialectique dans différents domaines politique, économique et socioculturel. Déterminant et orientant à la fois les activités des groupes sociaux, la religion semble donc être un puissant élément de suscitation, un moteur important dans la dynamique historique des Grassfields.

L'ethnicité dans les Grassfields Cameroon fut un danger avant de devenir un problème. Ce problème ne se manifeste pas sous la forme d'une conquête ni d'une conversion massive, mais parce que l'espace Bessa traditionnel est traversé par la migration des nomades Mbororo qui ont fini par se sédentarisier. C'est au moment où les frontières ethniques s'effacent par les intermarriages que l'on voit apparaître des théories de mouvements associatifs BECUA, MBOSCUA. Ces dernières visent à redonner vie à des fantômes de clash, au dialogue ethnique en passant par le communautarisme sous toutes ses formes ethniques et religieuses. On tend un peu trop à prendre au mot les acteurs et à faire du Mbororo le critère explicatif par excellence. Les incidences agriculteurs-paysans, conflits ethniques, le manque de démocratie, le statut des minorités ethniques dans un contexte de diversités et de rareté de ressources, etc., sont analysés en termes d'ethnicité : « by attributing the origin of the murder conflict to underlying disagreements between the two population groups (Bessa and Mbororo), the conflict was elevated from individual to an ethnic conflict. » (200). L'ethnie est perçue comme un système clos qui s'expliquerait à partir de sa propre histoire (autochtone ou allogène). La plupart des événements impliquant des membres d'un groupe sont référencés à leur ethnie.

Dans ce contexte, la légitimité scientifique de l'objet identitaire s'avère d'autant moins contestable que l'identitarisme (ethnique et/ou religieux) paraît se nourrir du syndrome de « démodernisation » associée, selon A. Touraine, à une mondialisation qui inquiète, à la désocialisation de l'économie, au brouillage des identités nationales et au repli sur le local, autant de phénomènes dont l'interprétation met à rude épreuve les systèmes explicatifs globaux peu enclins à prendre en considération la subjectivité des acteurs politiques des Grassfields.

Il est vrai que l'ethnicité au Cameroun, c'est-à-dire la conscience d'appartenir à un groupe humain différent des autres et sa revendication, y imprègne profondément les imaginaires et les comportements grégaires, en même temps qu'elle participe puissamment à l'organisation sociale et politique. Mais, comme ailleurs, elle s'y combine aussi avec d'autres catégories classificatoires et, surtout, elle n'y résume pas tout le politique. Loin d'être un principe interprétatif absolu, l'ethnicité y est donc plutôt un mode d'action collective parmi d'autres ; mais elle s'y décline selon des codes et des procédures spécifiques : « legal avenues explored by individual and collective actors » (201).

C'est une lapalissade dans la compréhension des politiques démocratiques africaines dans leurs théories normatives et empiriques de les associer à leur dimension historique. Pour le Cameroun, cela implique la reconnaissance du contexte spécifique de démocratisation et de libéralisation des associations socioculturelles, du développement des communautés ethniques et des identités, particulièrement depuis 1990.

Au début de la décennie 1980, une série d'événements suscita la déconstruction de l'hégémonie islamo-peule au Nord-Cameroun. Le coup d'Etat manqué du 06 avril 1984 entraîna la réforme de la politique nordiste du régime d'Ahidjo par son successeur constitutionnel de novembre 1982. On assista à la défoulbésisation de l'administration par la remise en route de la politique dite des quotas. La restauration du multipartisme dans les années 1990 ranima les antagonismes ancestraux entre kirdi et islamo-peuls.

Si ces conflits restèrent verbaux ou littéraires, ceux des Arabes Choa et Kotoko d'une part et Peuls Gbya d'autre part dégénèrent en affrontements interethniques armés sous fonds de manipulations politiques. La dichotomie autochtone-allogène joue à fond dans ces différentes affirmations identitaires liées au territoire.

Sous le parti unique (1966-1990/91), les Mbororo avaient toujours entretenu une distance vis-à-vis de l'Etat camerounais : leur contact avec l'administration s'était toujours réduit au paiement de la taxe sur le bétail. A part ce geste fiscal, l'Etat camerounais n'avait pas besoin des Mbororo. A leur tour, ces derniers n'avaient pas non plus besoin de l'Etat (Davis 1995:220). Mais depuis le retour au multipartisme en 1990, l'alibi de la compétition électorale et la quête des suffrages électoraux ont mis ceux-ci au devant de la scène politique, contrairement à la période du parti unique où difficilement ils prenaient même part au vote.

Dans un contexte de mutations avec entre autres, les effets d'un nouveau cadre juridico-institutionnel (la Constitution de 1996), les conséquences de la compétition entre partis politiques depuis 1990 (même dans un système qui est loin d'être une démocratie) et la mobilisation en dehors des partis politiques dans une association de promotion des intérêts ethniques depuis 1992 (le MBOSUDA), il s'est produit un certain « éveil » politique des Mbororo. Les difficultés des Mbororo ne tiennent donc pas seulement à leur situation minoritaire, mais aussi à une installation récente, entraînant une réaction de rejet de la part des agriculteurs autochtones. Ils sont perçus comme des étrangers et des migrants par les groupes autochtones des Grassfields qui se considèrent comme leurs hôtes et propriétaires fonciers. Les Mbororo entretiennent depuis longtemps des relations hôtes-invités et patrons clients avec leurs voisins agriculteurs (Pelican 2008:540-560). La divergence d'intérêts économiques entre les deux populations déclenche ou cristallise des conflits toujours latents.

Cette thèse de Michaela Pelican vise à analyser le processus historique et actuel de construction de l'identité ethnique dans un cas particulier, celui des Mbororo. L'identité y est traitée comme un ensemble de pratiques différenciatrices, articulées autour d'une série de terrains de lutte identitaires (religion, politique, foncier). Ces terrains de lutte identitaires ou de confrontation se définissent autour d'enjeux possédant une force symbolique particulière au sein de l'habitus Mbororo et, le cas échéant, Misaje.

Le problème de recherche, tel que l'exprime l'auteure, n'est pas celui de départ : il a été construit et modifié au fur et à mesure que la recherche avançait. Au départ, il s'agissait simplement d'analyser le processus de négociation de la frontière ethnique.

Le problème s'est donc raffiné avec le temps, et ce, particulièrement à deux niveaux. Au niveau théorique, d'abord, compte tenu de l'étonnant manque de rigueur et de la pauvreté des concepts concernant l'identité ethnique et, en particulier, la nature de la frontière ethnique, elle s'est trouvée devant la nécessité d'inventer des outils analytiques lui permettant d'aborder le processus sous étude. Dans un deuxième temps, elle a pu construire les Mbororo des Grassfields dans leur spécificité propre et contre la plupart des généralisations opérées par des chercheur-e-s à partir d'études réalisées ailleurs au Nord-Cameroun.

Ces deux niveaux de problématisation du présent ouvrage ont donc été élaborés en grande mesure en fonction et à partir du constat de la théorisation déficiente qui caractérise la plupart des travaux dans ces deux champs. L'auteure s'est appuyée sur les efforts de construction d'une théorie de l'agence, efforts particulièrement fructueux chez Pierre Bourdieu et Anthony Giddens. La méthode de construction de l'objet d'étude, ainsi que les concepts de « stratégie », d'habitus et de champ, reviennent constamment dans la démarche que l'auteure a suivie au cours de ses années de recherches. Les critiques que proposent ces deux auteurs du positivisme et du fonctionnalisme aident à déceler des incohérences théoriques et analytiques dans les propres

pitesses de travail et les propres interprétations ainsi que dans la construction des données et dans les interprétations qu'en font d'autres chercheur-e-s dans ce domaine pour ce qui est du Nord-Cameroun.

L'un des problèmes majeurs sur lequel on se bute dès que l'on aborde l'identité ethnique est celui de l'essentialisme. Eric Wolf signale, très justement : « there is hardly a study of an ethnic group now that does not describe how the locals use 'agency' to 'construct themselves' in relation to power and interest » (Wolf 1994:6). Il poursuit sa réflexion en affirmant que cette évolution des recherches nous éloigne, heureusement, des anciennes perspectives essentialistes par rapport à la culture. L'essentialisme se manifeste couramment, aussi bien dans les mouvements sociaux à propos identitaire (dans une espèce de *cultural fundamentalism*, pour employer le terme suggéré par Wolf) que chez des chercheur-e-s qui se réclament d'une approche constructioniste de l'identité et de la culture. La moralité, peut-être : on ne peut jamais prendre pour acquis que son propre travail est exempt d'interprétations essentialistes. D'autant plus que cet essentialisme n'est qu'une manifestation, parmi d'autres, des approches fonctionnalistes et positivistes qui ont caractérisé la création même des sciences sociales...

De ce point de vue, l'étude du cas des Bessa, Nso (autochtones) et des Mbororo, Hausa (allochènes) de Misaje s'est avérée d'une grande richesse. Quoi de plus « essentiel », en apparence, que l'identité Mbororo ? Au départ, on croit savoir qu'il s'agit d'une « race » distincte tant par sa culture que par sa provenance. Le maintien de la « différence » ethnique s'expliquerait tout seul, la non-différence des Mbororo étant inconcevable vu leur contraste linguistique, vestimentaire, religieux et nomade dans les Grassfields. Mais comment rendre compte de ces Mbororo des Grassfields, récemment sédentarisés, avec leur langue propre, leur religion autre que ce catholicisme dont se réclame la majorité autochtone. Si l'on acceptait le genre d'approche prévalant chez la plupart des ethnologues des minorités ethniques, ils auraient dû disparaître depuis longtemps, au fur et à mesure qu'ils perdaient leurs traditions en se sédentarisant dans

la région de Misaje. Et pourtant, ils sont bel et bien là. Non seulement ils sont là, mais ils n'ont rien dans leurs pratiques sociales ou institutions qui leur est propre, original, unique par rapport aux Bessa qui les entourent. Il n'y a que leur manière de vivre et d'habiter ces institutions et pratiques, le regard qu'ils y portent, qui leur est propre et qui leur sert pour se distinguer des autochtones. Il s'agit d'un problème autant, sinon plus posé par le regard ethnologique et ses lunettes conceptuelles, que par l'anomalie de ce cas. Au contraire, en explorant davantage la littérature ethnologique sur les Mbororo ailleurs au Cameroun, nous nous rendrons compte que ceux des Grassfields ne sont pas uniques et que les processus mis en œuvre par eux pour se construire en tant que pasteurs nomades ayant abandonné la transhumance à leur manière ne sont pas inédits. Simplement, les Mbororo nous obligent à repenser nos approches théoriques et à réinventer des outils analytiques pour aborder l'identité ethnique dans les contextes.

L'étude du cas des Mbororo des Grassfields fait éclater des notions positivistes encore très courantes en ethnologie – des notions telles que « tradition » ou « contenu culturel » ou « cultural survival ». Ce cas nous amène aussi à concevoir autrement la « frontière » ethnique elle-même. Les pratiques Mbororo nous révèlent une frontière discontinue, à intensité variable dans le temps et dans l'espace : un conglomérat de pratiques sociales et rituelles, non pas une barrière étanche, immuable et divorcée des pratiques quotidiennes et rituelles. Il me semble que cette approche de la frontière ethnique, et son analyse à partir de l'identification des enjeux identitaires qui servent de base à l'articulation de terrains de lutte identitaires, que nous apportent MBOSCUA, peut permettre de renouveler la problématisation pour l'étude d'autres cas de construction de l'identité ethnique au Cameroun.

L'auteure s'appuie fortement dans cette recherche sur des métaphores (Masks and Staffs) pour élaborer des outils analytiques : frontière, champ, terrain, etc. Même si plusieurs proviennent de la littérature anthropologique établie, nous croyons qu'il y

a lieu d'examiner les effets possibles que l'utilisation d'images (Masks) à connotation religieuse (voir couverture) peut avoir sur l'objet d'étude. L'emploi de la métaphore spatiale (Misaje, Grassfield) a, avant tout, un effet de réification : on a tendance à opérer un glissement vers une compréhension de la frontière ethnique, par exemple, comme un lieu identifiable, observable, plutôt que de la concevoir en tout moment comme ensemble dynamique de relations sociales. Le danger est légèrement moins présent dans les cas des notions comme champ ou terrain, car elles évoquent plus facilement une dynamique de rencontre de diverses forces sociales. Bourdieu, très explicite, parle d'un ensemble de relations historiquement constituées pour expliquer le concept de champ. En fin de compte, plutôt que de ne pas utiliser de métaphore du tout, ce qui est peut-être le plus convenable est d'expliquer la nature ou le biais des métaphores, pour ainsi signaler leurs limites et essayer de les corriger lorsque nécessaire. Ce qui n'est pas le cas dans la présente étude.

Cette thèse navigue à la fois dans des eaux théoriques et dans des critiques d'un lieu et temps très précis. Elle est structurée comme un entonnoir, et ainsi on vogue du plus général (le théorique) vers le plus précis (le cas spécifique). Elle est écrite de cette façon-là, mais nous tenons à répéter que cette manière de la structurer ne représente pas le cheminement ni de la recherche ni de notre pensée en la réalisant. Au contraire, il s'agit d'aller retour constant entre les concepts théoriques, les données concrètes et les outils analytiques.

Finalement, l'approche des « stratégies identitaires » (aussi bien pour les autochtones que pour les allochtones à Misaje) semble, à partir de la fin des années 1980, émerger sur plusieurs fronts à la fois. Diverses sous-tendances coexistent à l'intérieur de cette catégorie, dont le terrain commun est l'idée que les agents sociaux construisent activement et continuellement une identité ethnique en fonction de leurs rapports avec d'autres groupes ethniques : il y a donc une certaine part d'inspiration de la nouvelle ethnité dans cette approche de l'auteure. En gros, les trois sous-tendances qui

peuvent y être décelées sont la situationniste, celle des « interest group », (conversion religieuse et/ou ethnique) et celle de la « stratégie » (BECUDA et MBOSCUA dans la résolution des conflits) telle qu'entendue dans la théorie praxéologique. L'aspect situationniste est exposé par R. Cohen (1978), qui met en lumière le fait que l'identité est mobilisée et même redéfinie selon que l'enjeu du moment interpelle plus ou moins de personnes. L'approche de Breton (1984), reprise par d'autres (par exemple, Ramirez 1991), est de concevoir la mise en œuvre des stratégies identitaires pour ce qui est de la création de groupes ethniques qui fonctionnent en tant que groupes d'intérêts. Autrement dit, les stratégies ici sont conçues comme étant conscientes et ayant un but (en général, économique ou politique).

Enfin, la conception de stratégie qui informe certaines autres analyses (p.ex., Oriol 1984, 1985, 1986, 1988, Formoso 1986, Meintel 1989, 1992, 1993, 1994, Urban et Sherzer 1991) se rapproche davantage de celle que l'on retrouve dans les théories de sociologues comme Bourdieu et Giddens : il s'agit d'une stratégie qui est largement tacite, sinon inconsciente, inscrite dans le corps (incorporée) quoique parfois consciente, articulée; une stratégie qui est le produit de l'habitus, une réponse immédiate et « naturelle » en même temps que construite de fond en comble à partir de l'histoire, collective et individuelle, incorporée chez chaque individu. La stratégie identitaire, de ce point de vue, mobilise et (re)construit un ensemble de symboles et de pratiques dans un mouvement continual de redéfinition par rapport aux autres groupes ethniques et par rapport à l'État. Il ne s'agit surtout pas ici d'une stratégie téléologique, quoique la tentation semble être toujours présente, dès que l'on emploie le mot « stratégie », de la concevoir comme étant générée et orientée par un but clairement identifié. D'où tout le mérite de l'auteure de porter à la connaissance scientifique ces problématiques de l'ethnicité et des compétitions pour la promotion sociale ainsi que la vitalité et la variété des mécanismes traditionnels de résolution des conflits ethniques dans un contexte de démocratisation dans les Grassfields, Cameroun.

Michaela Pelican est une Suisse spécialisée en anthropologie socioculturelle à l'Université de Cologne (Allemagne). Elle est en même temps co-directrice du forum « Ethnicité comme ressource politique avec une perspective africaine, latine, asiatique et européenne ». Membre du centre des études globales du sud, elle est l'éditrice du numéro spécial sur les entrepreneurs globaux africains (Anthropologie urbaine 2014, 43) et auteure de nombreux articles scientifiques sur les mouvements des droits civiques indigènes en Afrique. Le présent ouvrage s'échelonne sur 244 pages et est subdivisé thématiquement en sept chapitres.

MICHAELA PELICAN: MASKS AND STAFFS: IDENTITY POLITICS IN THE CAMEROON GRASSFIELDS. NEW YORK AND OXFORD 2015 (BERGHAHN BOOKS).

Adama Ousmanou, PhD, historien à l'Université de Maroua, Cameroun, de 2014 à 2015 était postdoc au Centre d'études africaines de Bâle. Contact: ousmanouad@yahoo.fr.

BESPRECHUNG: TATORT KONGO – PROZESS IN DEUTSCHLAND

■ ELIANE GIEZENDANNER



Am 4. Mai 2011 begann am Stuttgarter Oberlandesgericht ein historischer Prozess: Deutschlands allererster Kriegsverbrecherprozess nach dem neuen Völkerstrafgesetzbuch. Auf der Anklagebank sassen die Ruander Ignace Murwanashyaka, der langjährige Präsident der FDLR (Forces Démocratiques pour la Libération du Rwanda), sowie sein Vize Straton Musoni.

Bis zu ihrer Festnahme im Jahr 2009 hatten Murwanashyaka und Musoni jahrelang unbekannt in Deutschland gelebt und von dort aus die politischen Geschicke der im Osten der Demokratischen Republik Kongo operierenden FDLR gelenkt. Diese politisch-militärische Organisation war im Jahr 2000 aus einem Nukleus extremistischer ruandischer Hutu-Elemente hervorgegangen, die in Ruanda teilweise aktiv am Genozid beteiligt und nach der Machtübernahme durch die RPF (Rwandan Patriotic Front) in den Kongo geflüchtet waren. Die FDLR-Rebellen gehören seit ihrer Gründung zu den destruktivsten Gewaltakteuren in der Region. In ihrem Operationsgebiet, den ostkongolesischen Provinzen Nord- und Süd-Kivu, begehen sie unsägliche Verbrechen an der Zivilbevölkerung: Massaker, Vergewaltigungen, Entführungen, Plünderungen, Brandstiftungen, Vertreibungen.

Dominic Johnson, Simone Schlindwein und Bianca Schmolze legen mit ihrem Buch „Tatort Kongo – Prozess in Deutschland“ nun erstmals eine gründliche Gesamtdarstellung der Organisation vor. In fünf Teilen und auf gut 500 Seiten erläutert das dreiköpfige Autorenteam die historischen Wurzeln und Entstehungshintergründe der FDLR, ihre ideologische Gedankenwelt, ihre Struktur und Operationsweise, ihre Geschichte in der Demokratischen Republik Kongo, ihre grausamen Verbrechen, ihre Verbindungen zu Deutschland sowie das Agieren ihrer politischen Führer und schliesslich deren Gerichtsprozess in Stuttgart. Man spürt, dass dem umfassenden Werk jahrelange Recherche und Beschäftigung mit der Thematik zugrunde liegt. Dominic Johnson, Afrikaredakteur und Leiter des Auslandsressorts der „tageszeitung“ (taz), befasst sich seit über 20 Jahren mit der Region der Grossen Seen, analysierte für das vorliegende Buch die ideologische und politische Geschichte der FDLR und wertete die vor Gericht vorgebrachten Einzelheiten aus; Simone Schlindwein, seit 2008 taz-Korrespondentin für die Region der Grossen Seen, recherchierte über die FDLR in Ruanda, Kongo und Deutschland; Bianca Schmolze, Menschenrechtsexpertin bei der Medizinischen Flüchtlingshilfe Bochum (MFH), beobachtete, protokollierte und analysierte für die taz und die MFH das Stuttgarter Gerichtsverfahren von 2011 bis 2015.

Auf der Grundlage dieser langwierigen und gründlichen Recherchen verfasste das Autorenteam ein äusserst detailreiches Werk mit hohem Informationsgehalt. Insbesondere in Bezug auf das Innenleben der FDLR, deren Führungspersonalkeiten, Struktur und Ideologie, liefert das Buch viele äusserst wertvolle, bisher unveröffentlichte Erkenntnisse. Es bietet einen grossen Fundus an Informationen für alle, die sich mit der inneren Verfasstheit und Logik der FDLR oder Gewaltorganisationen im Allgemeinen beschäftigen.

Gleichzeitig spricht das Buch auch Leser an, die sich mit der Aufarbeitung und Ahndung von Kriegsverbrechen und Menschenrechtsverletzungen auseinandersetzen.

Die akribische Schilderung des Stuttgarter Prozesses macht den Verfahrensverlauf im Detail nachvollziehbar und zeigt dabei deutlich die Schwierigkeiten internationaler Rechtsprechung auf. So standen die Ermittlungen aufgrund der grossen geografischen Distanz zwischen Tat- und Prozessort und damit einhergehender sprachlicher Barrieren und weitgehender Unkenntnis lokaler Gegebenheiten vor grossen Herausforderungen. Entscheidende Auswirkungen auf die Beweisaufnahme hatte auch die Tatsache, dass der Ostkongo ein unsicheres Krisengebiet ist, in dem die FDLR und eine Vielzahl weiterer Gewaltakteure nach wie vor aktiv sind. Dies verlangte beispielsweise spezielle Opferschutzmassnahmen, wie z.B. die Anonymisierung von vernommenen Zeugen. Solche unvermeidlichen Einschränkungen unterliegende Beweismittel vermochten den hohen formalen Anforderungen der durchreglementierten, rigiden deutschen Prozessordnung nicht zu entsprechen und konnten somit vor Gericht oft nicht oder nur schwer verwertet werden. Elf der insgesamt sechzehn Anklagepunkte mussten daher aufgrund mangelnder Nachweisbarkeit schon während des Verfahrens fallengelassen werden, und nur mit grosser Mühe konnte der Prozess überhaupt zu einem Ende geführt werden. Murwanashyaka wurde schlussendlich wegen Rädelnschaft in einer ausländischen terroristischen Vereinigung und Beihilfe zu Kriegsverbrechen zu dreizehn Jahren, Musoni wegen Rädelnschaft zu acht Jahren Haft verurteilt. Gerade aufgrund der verschiedenen Unzulänglichkeiten des Prozesses leisten die Autoren mit ihrer Aufarbeitung einen bedeutenden Beitrag zur Optimierung der Gesetzgebung und zur Behebung identifizierter Defizite bezüglich deren Praxis-tauglichkeit.

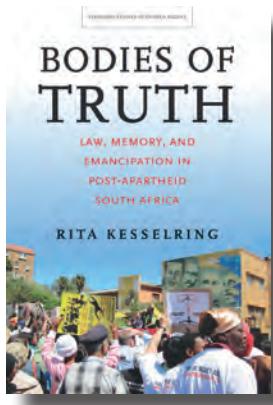
Kritischer zu bewerten sind m.E. Teile der historischen und politischen Kontextualisierung der FDLR-Thematik. So zieht sich in Bezug auf Ruanda eine sehr einseitige Betrachtungsweise durch das Buch, die treu dem offiziellen historischen Diskurs der ruandischen Regierung folgt und diesen kaum kritisch hinterfragt. Die Autoren drohen dadurch in eine schwarz-weiße „good guys – bad guys“ Dichotomie zu verfallen. Am deutlichsten sichtbar wird dies in den Passagen, die sich mit der Rolle Ruandas im

Ersten Kongokrieg befassen. Das Buch verliert hier deutlich an seiner ansonsten hohen Detailgenauigkeit. Die Darstellung der Autoren erscheint tendenziös und die Quellenauswahl und -auslegung irritierend einseitig. Das Vorgehen der ruandischen Armee wird gar arg beschönigt und vorliegende Evidenz über deren an den Hutu-Flüchtlingen begangene Verbrechen – die gemäss dem UN Mapping Report von 2010 möglicherweise den Tatbestand von Genozid erfüllen, würde ein Gericht sie untersuchen – relativiert und teilweise ganz unterschlagen. Ein solches Täter-Opfer-Schema wird den komplexen und vielschichtigen Realitäten nicht gerecht und steht einem ausgewogenen Verständnis und einer konstruktiven historischen Aufarbeitung im Weg. Trotz dieser Vorbehalte ist das Buch aufgrund seines ausgezeichneten Informationsgehalts in Bezug auf die FDLR und auf den Stuttgarter Prozess sehr empfehlenswert.

DOMINIC JOHNSON, SIMONE SCHLINDWEIN, BIANCA SCHMOLZE: TATORT KONGO – PROZESS IN DEUTSCHLAND. DIE VERBRECHEN DER RUANDISCHEN MILIZ FDLR UND DER VERSUCH EINER JURISTISCHEN AUFAARBEITUNG. BERLIN 2016 (CH. LINKS VERLAG).

Eliane Giezendanner hat ihren MA in African Studies an der Universität Basel erworben und absolviert zur Zeit ein Berufspraktikum beim Ökumenischen Netz Zentralafrika in Berlin. Zuvor war sie Praktikantin im Great Lakes Team von Human Rights Watch in London. Kontakt: eliane.giez@bluewin.ch.

VICTIMHOOD IN POST-APARTHEID SOUTH AFRICA



Bodies of Truth offers an intimate account of how apartheid victims deal with the long-term effects of violence, focusing on the intertwined themes of embodiment, injury, victimhood, and memory. In 2002, victims of apartheid-era violence filed suit against multinational corporations, accusing them of aiding and abetting the security forces of the apartheid regime. While the litigation made its way through the U.S. courts, thousands of victims of gross human rights violations have had to cope with painful memories of violence. They have also confronted an official discourse claiming that the Truth and Reconciliation Commission of the 1990s sufficiently addressed past injuries.

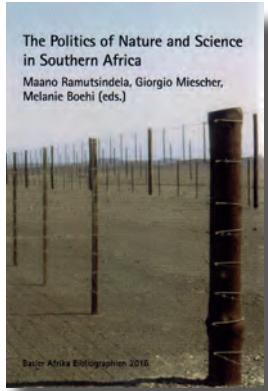
This book shows victims' attempts to emancipate themselves from their experiences by participating in legal actions, but also by creating new forms of sociality among themselves and in relation to broader South African society.

Rita Kesselring's ethnography draws on long-term research with members of the victim support group Khulumani and critical analysis of legal proceedings related to apartheid-era injury. Using juridical intervention as an entry point into the question of subjectivity, Kesselring asks how victimhood is experienced in the everyday for the women and men living on the periphery of Cape Town and in other parts of the country. She argues that the everyday practices of the survivors must be taken up by the state and broader society to allow for inclusive social change in a post-conflict setting.

Rita Kesselring is Senior Lecturer at the Institute for Social Anthropology at the University of Basel, Switzerland.

RITA KESSELRING: *BODIES OF TRUTH: LAW, MEMORY, AND EMANCIPATION IN POST-APARTHEID SOUTH AFRICA* (STANFORD STUDIES IN HUMAN RIGHTS). REDWOOD CITY 2016 (STANFORD UNIVERSITY PRESS).

NATURE AND SCIENCE



in nature-related activities, demonstrates conditions under which nature and science are politicised, and also accounts for political interests and struggles over nature in its various forms.

The idea for this edited volume came out of a workshop on *The Politics of Nature and Science in African History* that took place at the University of Basel on 15–16 April 2014 with support from the Basel Graduate School of History, Freiwillige Akademische Gesellschaft Basel and Swiss South African Joint Research Programme.

MAANO RAMUTSINDELA, MELANIE BOEHI AND GIORGIO MIESCHER: THE POLITICS OF NATURE AND SCIENCE IN SOUTHERN AFRICA. BASEL 2016 (BASLER AFRIKA BIBLIOGRAPHIEN).

TABLE OF CONTENT

PART I – REFLECTIONS ON THE POLITICS OF NATURE AND SCIENCE

Introductory notes on the politics of nature and science (*Maano Ramutsindela, Giorgio Miescher, Melanie Boehi and Tanja Hammel*)

Political dynamics of human-environment relations (*Maano Ramutsindela*)

PART II – INSTITUTIONALISED SCIENTIFIC POWER

Racial difference in Mary Elizabeth Barber's knowledge on insects (*Tanja Hammel*)

Hamburg's Botanical Museum and German colonialism: nature in the hands of science, commerce and political power (*Gabriele Kranz*)

Circulating nature: from north-eastern Namibia to South Africa and back, 1960–1990 (*Luregn Lenggenhager*)

Rehabilitating the 'Ovambo cattle': veterinary science and cattle breeding in early colonial Namibia (*Giorgio Miescher and Anna Voegeli*)

PART III – PLANTS AND POWER

Medicinal plants in South Africa (*Diana Gibson*)

"Flowers are South Africa's silent ambassadors": flower shows and botanical diplomacy in South Africa (*Melanie Boehi*)

PART IV – IMPOVERISHED ENVIRONMENTALISM

The comprehensive hunting ban: strengthening the state through participatory conservation in contemporary Botswana (*Annette LaRocco*)

Land relations and property rights in central-north Namibia's communal areas (*Romie Vonkie Nghitevelekwa*)

Local community disempowerment at the (trans)frontier (*Ndidzulafhi Innocent Sinthumule*)

On identities, ways of knowing and interactions across difference in collaborative urban nature conservation at Macassar dunes, Cape Town (*Marnie Graham*)

Fragile ground, contested soil: dynamics of tenure and policy in the Bamenda wetlands (*Sandro Simon*)

PART V – INTERVENTIONS

Hidden struggles in conservation: people's resistance in Southern Africa (*Frank Matose*)

'Before we start': science and power in the constitution of Africa (*Elisio Macamo*)

TOURISMUS IN NAMIBIA



Gerade aufgrund seiner Kargheit, Weite und Abgeschiedenheit ist Namibia eine touristische Topdestination. Mit seiner Geschichte des Tourismus in Namibia analysiert der Autor die homogenisierende Wirkung von Technik, die touristische Räume infrastrukturell erschliesst und Sicherheit vermittelt, aber auch zu einer symbolisch-kulturellen Differenzierung führt und spezifische Räume zu einzigartigen Sehenswürdigkeiten macht.

Beginnend mit dem frühen Tourismus der 1920er-Jahre bis hin in die Gegenwart wertet Breitwieser unterschiedliche Quellengattungen aus und belegt eine erstaunliche Beständigkeit

im Muster des namibischen Tourismus. Ein erfolgreich funktionierender Tourismus ist immer im Spannungsfeld zwischen Sicherheit und Abenteuer, Natur und Technik, Wildnis und Zivilisation, Moderne und Vergangenheit angesiedelt.

Damals wie heute versuchen die beteiligten Akteure wie etwa Safariunternehmen einerseits, die vermeintlich unberührte Natur als besonderes Merkmal darzustellen, andererseits weisen sie auf technisch gut erschlossene Landschaften hin. Orte, die von Reiseanbietern als besonders wertvoll definiert wurden, vermochten es, historisch nostalgische und romantisch aufgeladene Zuschreibungen mit kontrastierenden Vorstellungen von Abenteuer und Gefahr zu verbinden. Geschaffen wurden Räume, die nicht nur geografisch, sondern auch zeitlich konstruiert sind und bis heute funktionieren.



complex aesthetic domain, in which photographs circulated as images, objects and media.

The scholarship on African photography is quite young. While in the 1960s there were early attempts at retracing the social and cultural history of photography in Africa, it was only in the 1980s that historians began to appreciate photographs as historical sources in their own right and explore what they tell us about the complexity of social, cultural and aesthetic practices in Africa. These photographic histories of Africa have long focused on the colonial period, one reason for this being that many of the large photographic collections are kept in metropolitan archives and libraries. More recently though, there has been a growing interest in photographic archives in Africa, and non-institutional and private collections that also take us beyond the privileged space of professional photo studios. The contributions to the special issue address photography in Africa in different ways, but they all work through a common leitmotiv:

visibility and invisibility – of images and archives, of photographers, of photographic sites and photographic subjects.

LORENA RIZZO, JÜRG SCHNEIDER (EDS): PHOTOGRAPHY IN AFRICA. (SPECIAL ISSUE). FOTOGESCHICHTE. BEITRÄGE ZUR GESCHICHTE UND ÄSTHETIK DER FOTOGRAFIE, NO. 141, AUTUMN 2016.

CONTRIBUTIONS

Zu einer Ästhetik des Entzugs. Fotografische Praktiken an der ostafrikanischen Küste (*Heike Behrend*)

Mächtige Bilder. Zur Dekolonisierung des Blicks in der angolanischen Fotografiegeschichte (*Nadine Siegert*)

Fotomarketing. Werbestrategien west- und zentralafrikanischer Fotografen im 19. und frühen 20. Jahrhundert (*Jürg Schneider*)

Blick über die Landschaft. Zur Migration eines Bildtopos im Kontext der Apartheid (*Katharina Jörder*)

Widerständige Fotografien. Zum Ausstellungsprojekt *Photographs beyond Ruins* in der namibischen Kleinstadt Usakos (*Giorgio Miescher*)

RENCONTRES • BEGEGNUNGEN • ENOUNTERS

QUELLE LITTÉRATURE FRANCOPHONE AFRICAINE ?

■ CHRISTINE LEQUELLEC COTTIER

En pensée avec Alain Ricard et son in-discipline.

Le 20 septembre dernier, l'écrivain sénégalais Boubacar Boris Diop était l'invité du Recteurat de l'Université de Genève à l'occasion de la rentrée universitaire 2016. Intitulée « Ecrire en vain ou écrire enfin ? », sa conférence a questionné la situation de la littérature francophone africaine et par là même le rôle des écrivains et des intellectuels africains qui, « depuis toujours », écrivent en français. Cette invitation heureuse était l'occasion de présenter le nouveau Master en Etudes africaines que le Global Studies Institute inauguré ce semestre sous la direction de Didier Péclard dont il faut saluer ici encore l'initiative et la détermination.

A l'occasion de ce discours très stimulant, il me paraît intéressant de revenir sur quelques constats de B. B. Diop pour interroger le statut d'une littérature souvent confinée à des particularismes historiques ou géographiques, alors qu'aujourd'hui les enjeux réflexifs sont pensés dans la globalité du monde, les interférences, les connexions et, pourquoi pas, la « littérature mondiale ». En proposant un parcours motivé de la naissance de la littérature francophone d'Afrique subsaharienne – et non plus « noire », comme il le relève avec ironie – et en insistant sur les prises de position d'Ousmane Sembène, B. B. Diop a pointé les ambiguïtés d'un discours de résistance et de dénonciation porté par une langue restée celle de la domination et d'un discours de contrainte. Ce débat déjà ancien convoque le processus d'appropriation de la langue et la volonté des écrivains issus d'aires coloniales diverses de faire de la langue un « butin de guerre »¹, un atout personnel impliquant, comme pour tout créateur, *de trouver sa langue dans la langue*. Cet état de fait ne me paraît pas rendre caduc le discours des écrivains qui, comme le dit Diop, auraient écrit « pour un peuple » et

non « à un peuple », puisque les populations africaines ont eu (et ont toujours) peu d'accès aux livres. Le constat justifie la volonté contemporaine de rendre accessibles en langues africaines des textes formant une sorte de bibliothèque idéale, qu'elle soit africaine ou non, et le projet éditorial pour lequel B. B. Diop s'est largement engagé doit être encouragé. Sa réalisation, présentée en 2015 au « Salon africain » lors du *Salon du Livre et de la Presse* à Palexpo, en révèle toute la nécessité à l'heure où des étudiants peuvent désormais suivre un cursus complet en langues locales et nationales, à l'Université Gaston Berger de Saint-Louis au Sénégal.

Il est certain qu'aujourd'hui la majorité des écrivains associés à la production francophone d'Afrique ne veut plus être lue à l'aune de son engagement ou de sa représentation d'un continent. Plusieurs prises de position fortes se sont fait entendre à ce propos dès les années 1990-2000 et le *Manifeste pour une Littérature-monde en français*² en a cristallisé les tendances, bien que souvent paradoxales. Cette attitude ne remet pourtant pas en question l'existence d'une littérature francophone africaine, si l'on admet qu'il faut modifier les critères de reconnaissance et quitter les grilles d'analyses proposant des histoires littéraires construites sur des systèmes de polarités, des postures d'auteurs ou encore des appartenances identitaires figées qui ne font plus sens à notre époque où l'art de passer les frontières signifie autant mondialisation que « migrance du moi ».

POUR PROLONGER LA DISCUSSION...

Le prolongement de la discussion ouverte lors de la conférence de B. B. Diop entre en dialogue avec les recherches menées par le Pôle pour les Etudes africaines de la Faculté des Lettres de l'Université de Lausanne (PEALL)³ qui, autour des champs de la littérature et des médias, questionne les représentations culturelles des « appartenances ». Il s'agit, entre autres, d'ouvrir une piste pour penser une nouvelle histoire littéraire francophone africaine qui articule les écrits d'un temps révolu, mais datés d'une centaine d'années seulement, et les textes contemporains qui contestent sou-



UNIVERSITÉ
DE GENÈVE

vent les assignations identitaires, jugées restrictives, en se positionnant en phase avec des récits publiés en français dans diverses parties du globe⁴.

Pour tendre un fil pertinent entre des productions très différenciées dont les contenus n'ont pas à coïncider avec une origine territoriale ou une couleur de peau, il faut quitter le référent géographique et la figure d'auteur afin de se concentrer sur ce que proposent les textes de fiction, et spécialement leur scène énonciative. Celle-ci met en scène un « sujet »⁵, narrateur ou personnage qui est un « ethos »⁶, une voix, une conscience de soi aux formes diverses. Cet énonciateur permet d'organiser des catégories de figures et de relations au monde, qu'il s'agisse d'un « moi » de l'époque coloniale ou d'une présence dans le monde global, souvent placée sous le signe de la « migrance ». Cette nouvelle approche de la littérature francophone, dans le cas présent africaine, propose une histoire littéraire dont les catégories sont fixées en fonction de la scène énonciative des textes, ce que je nomme une « autodétermination poétique », un concept dont le premier terme est lié aux domaines de l'histoire et du droit, associé à une création fictionnelle. L'autodétermination a été conçue à l'origine comme « un droit individuel de rébellion contre la tyrannie, [qui] se confond avec [l'histoire] des luttes successives que les peuples ont menées contre différentes formes de la domination⁷ ». Il s'agit d'un droit nouveau⁸ dont le principe investit le champ de la culture, car l'autodétermination signifie aussi une tentative de reconquête identitaire et culturelle. Avec ce terme, il est pertinent de regrouper des textes de fiction en utilisant le positionnement de l'ethos au cœur du récit⁹. Que l'on reconnaissse le « surgissement d'un sujet », premières voix africaines dans des récits en français, ou la « migrance du moi » parce que le sujet rend compte d'une perte des repères, d'un détachement topographique et topologique, le « sujet » est un référent précieux pour tisser le fil d'un parcours esthétique et créatif inscrit dans le temps, mais libéré d'un déterminisme historique et identitaire.

Conférence de l'écrivain Boubacar Boris Diop à l'Université de Genève (image : Jacques Erard).

La piste proposée sous le signe de « l'autodétermination poétique » permet, me semble-t-il, de sortir de l'impasse pointée par B. B. Diop ce mardi 20 septembre, en lui assurant que la littérature francophone africaine existe (!) et que l'on est très heureux de pouvoir l'y associer, non parce qu'il est né en Afrique, mais parce que ses romans mettent en scène un ou des sujets qui rendent compte d'une relation à l'Afrique, réelle ou imaginaire. Les écrivains ne portent plus aucun drapeau et leurs romans sont des constructions qui ne jouent pas le jeu d'un miroir de société. Ils investissent la langue et celle-ci porte, par toutes sortes de biais, un ou des univers culturels qui se donnent à lire sans conditions.

La langue française – comme le wolof, le bambara, le swahili ou le lingala, parmi tant d'autres – ne s'arrête pas à une douane nationale et l'écrivain africain n'est pas seulement un « interprète », un traducteur, comme le pensait Senghor à la fin des années 1940 quand il publiait les *Contes de Birago Diop* : non ! La langue française appartient autant à l'Afrique qu'à la Suisse ou au Québec, et les écrivains ont le pouvoir d'emmenner leurs lecteurs à la rencontre de mondes qui dépassent le référent de chacun : à ce titre, la langue a un pouvoir fédérateur, transculturel et transnational, qui ne sera jamais vain !

Christine Le Quellec Cottier enseigne la littérature francophone subsaharienne depuis douze ans et poursuit ses recherches autour de la notion de « l'autodétermination poétique », pour réévaluer une histoire littéraire africaine à partir du monde contemporain. Elle dirige le programme de spécialisation (MA) en études africaines, à l'UNIL. Contact : christine.lequelleccottier@unil.ch.

NOTES

- ¹ Selon la célèbre formule de l'écrivain algérien Kateb Yacine, prononcée après l'Indépendance en 1962 et que l'on retrouve dans le volume *L'Œuvre en fragments*, (ed. J. Arnaud, 1987), Actes Sud, 1999.
- ² Article signé par plus de quarante écrivains francophones paru dans *Le Monde des Livres* le 15 mars 2007, devenu un volume chez Gallimard la même année, *Pour une Littérature monde* (dir. M. Le Bris et J. Rouaud). Le *Manifeste* saluait le « retour du monde » dans la littérature, offert par des écrivains d'« Outre-France ». Le texte se positionnait contre un franco-centrisme caractéristique du milieu littéraire et éditorial parisien, maintenant des différences de reconnaissance liées à l'origine des auteurs et confortant une dichotomie centre-péphérie.
- ³ Hébergé à l'UNIL dès fin 2016 par le site de la section de français : <https://www.unil.ch/fra/fr/home/menuguid/etudes-africaines.html>.
- ⁴ A ce titre, notre démarche est plus proche de celle de Ch. Mac Donald et S. R. Suleiman proposée dans *French Global. Pour une nouvelle perspective sur l'histoire littéraire* (Paris, Garnier, 2014 [2010]) que des propositions des théoriciens de la « littérature mondiale » qui l'envisagent potentiellement dans toutes les langues et travaillent avec des traductions.
- ⁵ Mon propos tient compte des réflexions qui placent le « sujet contre l'identité », en considérant que le terme identité porte des essentialismes et des assignations. Voir Michel Agier, *La Condition cosmopolite. L'anthropologie à l'épreuve du piège identitaire*, Paris, La Découverte, 2013, p. 131.
- ⁶ La « scène d'énonciation » est un concept proposé par D. Maingueneau, entre autres dans *Le Discours littéraire – Paratopie et scène d'énonciation*, Paris, A. Colin, 2004. L'ethos mobilise « tout ce qui, dans l'énonciation discursive, contribue à émettre une image de l'orateur à destination de l'auditoire. Ton de voix, débit de la parole, choix des mots et arguments, gestes, mimiques, regard, posture, parure, etc., sont autant de signes, élocutoires et oratoires, vestimentaires et symboliques, par lesquels l'orateur donne de lui-même une image psychologique et sociologique » (G. Declercq, *L'art d'argumenter*, Paris, PUF, 1992, p. 48. En ligne sur <http://dominique.maingueneau.pagesperso-orange.fr/pdf/Ethos.pdf>).
- ⁷ Marianne Betty Wilhelm, *Autodétermination et culture*, Thèse dactylographiée, Université de Genève – IUHEI, 1992, p. 6.
- ⁸ La Charte des Nations Unies a rendu ce droit applicable dès le 24 octobre 1945, mais il était encore discuté en 1971.
- ⁹ Les catégories que j'ai proposées lors des 4^{ème} *Rencontres des Etudes africaines en France* (Paris, 5-7 juillet 2016) sont :
- Surgissement du sujet africain
 - Révolution : affirmation contestataire
 - Démocratisation polyphonique
 - Ancrage identitaire : bio- et autobiographies fictives
 - Migrance du « moi »
- Un premier état de ces propositions est disponible dans « La littérature franco-phone d'Afrique noire au prisme d'une poétique de l'autodétermination », 1913 : cent ans après (M. P. Berranger et C. Camelin, dir.) Paris, Hermann, 2015, p. 127-144. Voir www.academia.edu.

EXPOSITIONS • AUSSTELLUNGEN • EXHIBITIONS

CAPE TOWN FLORIOGRAPHY

■ MELANIE BOEHI

Cape Town Floriography is a public history and art project produced by Nowseum around stories of flower selling and urban life in Cape Town. On Heritage Day, 24 September 2016, a first installation of the project took place at various flower markets across the city. A series of flower wrapping papers and postcards were displayed and distributed that addressed various aspects of the trade. The project has three main aims. First, it seeks to highlight that flower markets are not merely pretty backdrops to urban life but political sites that are highly connected through space and time. Second, it wants to take historical records out of the confines of the archive and the museum and make them available to a wider public. Third, it is part of an ongoing research project on floriography in African cities. Floriography literally means writing with flowers. It is here creatively expanded into a research practice of reading and writing about plants, people and shared multispecies worlds. Floriography combines methods from the humanities, natural sciences and arts. Urban naturecultural spaces are thereby approached as archives and plants themselves as communicative subjects.

STORIES OF PEOPLE AND PLANTS IN CAPE TOWN

Flower sellers have for long featured prominently in images and imaginations of Cape Town. Tourist guidebooks and local newspapers have mostly presented flower selling as an old tradition and the flower markets as an essential component of the city. However, while the figure of the flower seller has become an icon, much less attention has been paid to what was actually going on in the cut flower trade. Everybody in Cape Town knows the flower sellers, but the history of the trade is not widely known. Most of today's flower sellers belong to families who have been in the trade for three or four generations. At numerous moments in the past, the future of their trade was in jeopardy, but they have successfully defended it. Thus, contrary to the perception of

flower selling being an old, passive, tradition, it belongs to the sphere of history. Cape Town Floriography wants to engage this history from multiple angles.

Flower sellers have been trading in the inner city since the mid-1880s. The flower market in Adderley Street and Trafalgar Place evolved as the biggest flower market. Today about 30 people work at eleven stands, and the market is open 24/7. Flower sellers also set up smaller stands elsewhere in the CBD and the suburbs. From the late nineteenth century onwards, flower sellers emerged as visual icons of Cape Town. They were likely the most often depicted group of citizens. Their portraits frequently appeared on postcards, in advertisements and newspapers. Strikingly, the representations have remained more or less the same for over a century. Photographers and painters presented flower sellers in a stereotyped way as female, poor and "coloured" or "Malay". The mostly white makers of these images often exoticised their subjects. Their characterisations failed to adequately describe the people involved in the cut flower trade. They ignored that men also worked as flower sellers, that not all were poor and that identities were not reduced to the racial categorisation of the apartheid state. Instead, the stereotype of the flower sellers emerged within the larger genre of representations of slave descendants and Muslims in Cape Town, which rendered them picturesque, docile and inferior to white people.

Many flower sellers initially lived in Constantia, which is today one of Cape Town's most gentrified residential areas. Until the 1960s, Constantia was a farming area with a large black population, who worked on farms in the area and/or practiced subsistence farming. Some of them worked as flower sellers. Flowers were grown in gardens or bought from farms, and brought to town for sale. With the implementation of the Group Areas Act and the forced removals in the 1960s, most of the flower growing in Constantia came to an end. Flower sellers lost their homes and community, had to move to unfamiliar new areas on the Cape Flats that did not allow for any subsistence or flower farming, and had to commute far to purchase flowers from intermediaries.

Flower sellers managed to carry on with their business notwithstanding the many obstacles they had to overcome. They actively made their trade possible. Sometimes even the stereotyped images of flower sellers were deployed as a resource for negotiating access to trading space and business opportunities.

The cut flower industry has throughout the twentieth century undergone massive changes. In the first half of the twentieth century, the choice of available species was smaller and determined by seasonal changes. Cultivated flowers grew in Constantia and farms in the Western Cape, and wild flowers were gathered on the mountains and in the veld. In the second half of the twentieth century, massive changes occurred as the cut flower market became increasingly industrialised and internationalised. Today, many vendors work with agents who buy flowers for them at the Multiflora Flower Auction in Johannesburg. Thus, it is not unusual for flower markets in Cape Town to display locally grown flowers next to Proteas from Western Cape farms, greenhouse flowers from Gauteng and roses from mass producers in East Africa. Every flower market can be regarded as an archive for how sites of everyday urban life are connected to other places in time and space.

SHIFTING PERSPECTIVES WITH PUBLIC HISTORY AND ART

Cape Town Floriography wants to disrupt the dominant ways in which flower selling in Cape Town is framed as a tradition and backdrop to urban life. The public history and art project complicates these perceptions by highlighting stories that are less heard and seen. The first installation of Cape Town Floriography consisted of a series of flower wrapping papers and postcards that engage the past and present of flower selling from various angles. During Heritage Day, about 700 wrapping papers were distributed at various flower markets. For long flower sellers have used newspaper sheets

Flower seller Soraya Williams with a bunch of flowers wrapped up in a Cape Town Floriography paper (picture: Melanie Boehi, 24.09.2016).

to wrap flowers. Old newspaper was thereby given a second life. Inspired by this recycling practice, the direction of the cycle was changed by producing a new paper that would only be read once the flowers were unpacked. The flower wrapping papers also double as exhibition panels. At the flower market in Adderley Street and Trafalgar Place, they were plastered along the wall of an adjacent building. Some flower sellers also glued them onto boards that they exhibited next to their stalls. One flower wrapping paper featured an article about the history of flower selling in Cape Town. Another one showed a photograph of flower sellers taken by J. Luckhoff in 1947. The photograph belongs to the Social History Collections of the Iziko Museums of South Africa. A third one depicted an artwork concerned with flower markets' connections across space and time. The artwork is a collage that includes an archival photograph of the flower market in Trafalgar Place in the 1930s and portraits of vendors from





Flower sellers used the Cape Town Floriography papers to wrap up flowers for customers (picture: Melanie Boehi, 24.09.2016).

markets across Cape Town made in 2015 and 2016. All flower wrapping papers feature a floral border drawn by the South African artist Salma Price-Nell who was also responsible for the design of the flower wrapping papers.

Besides the flower wrapping papers, a series of collage artwork postcards were displayed at the flower market in Adderley Street and Trafalgar Place, and about 1000 postcards were distributed to visitors. The flower sellers in Adderley Street and Trafalgar Place have for long been a staple subject of postcards. Photographers and publishers were interested in the flower sellers as a genre but not as individuals. Accordingly, the flower sellers were rarely mentioned by name and often not informed about the use of their images. Today, many of these postcards are offered for sale in

internet auctions. Their journeys thus continue as collectibles. The Cape Town Floriography postcard series included six collages made from old postcards bought in online auctions from around the world and portrait photographs of flower sellers working in Adderley Street and Trafalgar Place today. Many decades lie in between the flower sellers of the old and new photographs. They stand in the same place and practice the same profession, yet a lot has changed. The collages reflect on the connections and disconnections through time. The new postcard series also offers a way for the old postcards and the flower sellers depicted to come home. The next destination of their journey might be a family photo album somewhere in Cape Town. They might also once more deliver greetings across countries and continents, this time carrying the names and blessings of the depicted persons with them. For 2017 further installations of Cape Town Floriography are planned, including a public workshop in flower arrangement as a form of story telling and a concert that approaches history through music. As the activities unfold, further flower wrapping papers will be added. Plastered on walls and boards, they will provide more storyboards. Wrapped around flowers and recycled, they will add to an emerging Cape Town Floriography newspaper.

MAKING HISTORY PUBLIC

Many of the public archives and libraries in Cape Town hold postcards and photographs depicting flower sellers. The National Library of South Africa, the Iziko Museum of South Africa's Social History Collections and the Western Cape Archives are all centrally located in town. However, people involved in the cut flower trade often do not access these collections, be it for lack of time to visit the archives or awareness that the archives and their collections exist and are open to the public. Public history and art projects such as Cape Town Floriography offer these institutions a means to bring their collections into the streets and expand their publics. Similarly, they allow historians to present their research outside the limited networks of academic publishing and conferencing. Public history should not be regarded as a sub-field in the discipline of history but as an integral part thereof.



Pedestrians look at the Cape Town Floriography collage postcards that were displaced at the flower market in Adderley Street and Trafalgar Place on Heritage Day (picture: Melanie Boehi, 24.09.2016).

Since Heritage Day, the vendors have, in collaboration with Nowseum, maintained the display at the market in Adderley Street and Trafalgar Place. The flower wrapping papers that are most prominently visible and most affected by the weather were replaced with laminated ones that are more durable. They have become substitutes for the storyboards that the official heritage managers never installed. Talking about the possibility of the displays being taken away because they were put up without permission of the owners of the surrounding buildings, one flower seller was quick to point out that "the flower market belongs to the flower sellers" and that nobody had a right to remove them. So far nobody has threatened to take the exhibition down. Instead, interest has been expressed from various sides. A heritage organisation might

at a later stage want to take the displays from the street into one of its museums. Pedestrians and tourists stop to read and study the images. Often they capture them making use of cell phone cameras, probably infusing them with a digital life of their own. Most importantly, the displays serve as an entry point for conversations about flower selling, urban life and history.

Melanie Boehi is writing up a PhD dissertation in history at the Basel Graduate School of History and the Centre for African Studies Basel. Previously, she earned an MA degree in history from the University of the Western Cape. Her interest in public history led her to expand her practice into visual and public art and establish Nowseum, a museum of now. Contact: melanie.boehi@unibas.ch.

Nowseum is a speculative museum of now. It uses museological methods of collecting, documenting and displaying for researching what is going on around us. It intervenes in public spaces by curating them anew or interrupting existing narratives with shifts and disorientations that enable fantasising about alternative worlds. Nowseum seeks a practice that gives rise to multiple vantage points, diverse forms of knowledge production and collective authorship. Further information: www.nowseum.com.

A travel exhibition of Cape Town Floriography was on display during the conference on *Museum Cooperation between Africa and Europe: Opportunities, Challenges, Modalities* at the Ethnographic Museum of the University of Zurich, 1–3 December 2016.